

# MEMOIRE DE RECHERCHE :

## LES MESURES AGRI-ENVIRONNEMENTALES AU SEIN DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

**Fanny RENAULT**

Master Aménagement et Recomposition Territorial  
Ecole Polytech'Tours, Département Aménagement  
Septembre 2006,

Sous la direction de Mme Larrue et co-tutrice Mme Dipietro

## Remerciements

Ce travail a été réalisé avec l'aide de personnes qui m'ont accordé du temps, m'ont encouragée et m'ont soutenue tout au long de ce parcours. C'est pourquoi, je tiens à adresser mes remerciements aux personnes ci-après :

✎ les 34 exploitants qui m'ont consacré du temps et ont exprimé « sans tabou » leur opinion,

✎ Mme LARRUE, Professeur des Universités à l'EPUT, tutrice de ce mémoire de recherche, qui a su me conseiller et parfois me « recadrer » sur le sujet,

✎ Mme DIPIETRO, co-tutrice, qui a pu m'aider grâce à son expérience sur ce sujet,

✎ Mr DENAIS, ancien Conseiller en développement Agricole à la Chambre d'Agriculture d'Indre et Loire, pour toutes les informations personnelles qu'il m'a fournies,

✎ Mme RENAUD, Chargée de mission à la Chambre d'Agriculture d'Indre et Loire, pour sa disponibilité et son aide concernant le fonctionnement de la PAC,

✎ Mme LE FAY-SOULOY, Ingénieur Chef d'unité la DDAF d'Indre et Loire, pour ses réponses claires lors de notre entretien,

✎ Mathieu BONNEFOND, Doctorant au sein de l'UMR CITERES, pour sa relecture et son aide lors de l'utilisation de l'outil MAPINFO

✎ Benoit PIN, Doctorant au sein de l'UMR CITERES, pour sa précieuse aide et sa patience lors de l'utilisation de l'outil MAPINFO

✎ Mr ANDRIEU, Ingénieur d'étude Cartographe à la MSH de Tours, pour son aide concernant le domaine cartographique,

✎ Les familles TARDIF et FOREST, agriculteurs bretons, pour leurs explications claires relatives au fonctionnement d'une exploitation agricole,

✎ Mes amis et ma famille qui ont su m'encourager mais aussi m'offrir quelques moments de détente.

# SOMMAIRE

<b>Remerciements .....</b>	<b>1</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE I : La politique environnementale au sein de la pac .....</b>	<b>6</b>
A. La prise en compte de l'environnement au sein de la PAC : son évolution .....	6
1. Les prémisses dès 1985 .....	6
2. Un engagement reformulé en 1992 .....	6
3. Un renforcement des actions via la réforme de 1999 .....	8
4. L'accord de Luxembourg en 2003 : l'environnement au centre de la réforme ..	10
B. L'application des mesures environnementales en France .....	13
1. Traduction de l'article 19 de 1985 .....	13
2. La réforme de 1992 .....	13
3. La réforme de 1999 .....	16
4. La réforme de 2003 .....	19
<b>PARTIE II : Les mesures concernant la protection de l'eau en France dans le cadre de la PAC.....</b>	<b>25</b>
A. Les mesures facultatives ou obligatoires hors CTE et CAD.....	26
1. Les programmes régionaux.....	26
2. Le Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole .....	26
3. Les opérations Ferti-Mieux.....	28
4. Les opérations Phyto-mieux .....	29
B. Les mesures contractualisées au sein des CTE et/ou CAD.....	30
C. Les Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales .....	32
D. Le respect des directives .....	34
E. Synthèse des mesures sur l'eau au sein de la politique agricole .....	37
<b>PARTIE III : Etude de terrain .....</b>	<b>39</b>
A. Présentation du territoire d'étude .....	39

1. Réseau hydrographique .....	39
2. Occupation des sols .....	40
3. Irrigation et drainage .....	41
4. Enquête sur ce territoire.....	42
5. Vulnérabilité des parcelles du bassin versant .....	44
<b>B. Analyse quantitative des résultats à travers les données statistiques.....</b>	<b>45</b>
1. Contrats environnementaux et nature des exploitations qui l'appliquent .....	45
2. Nombre et superficie des parcelles contractualisées .....	46
3. Différentes MAE.....	46
4. Parcelles adjacentes aux cours d'eau .....	47
5. Parcelles adjacentes aux fossés.....	48
<b>C. Traitement qualitatif des questionnaires .....</b>	<b>49</b>
1. Raisons de l'engagement ou non des exploitants dans un CTE ou CAD.....	49
2. Choix des parcelles contractualisées et des différentes MAE .....	51
3. Les Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE).....	52
4. Opinion des exploitants du bassin.....	53
<b>D. Analyse cartographique des résultats .....</b>	<b>57</b>
1. L'application des MAE selon la vulnérabilité des parcelles .....	57
2. Les bandes enherbées le long des cours d'eau et des fossés.....	58
<b>E. Rôle et opinions des personnes chargées de l'application de la PAC.....</b>	<b>59</b>
1. Le rôle de ces deux acteurs sur ce bassin versant .....	59
2. Opinions des représentants de la DDAF et de la Chambre d'Agriculture .....	60
<b>Conclusion .....</b>	<b>63</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>65</b>
<b>Table des illustrations .....</b>	<b>68</b>
<b>Glossaire .....</b>	<b>69</b>
<b>Table des annexes .....</b>	<b>71</b>

## Introduction

La Politique Agricole Commune (PAC) régit depuis plus de 40 ans l'environnement quotidien de millions d'agriculteurs mais également de consommateurs. Fondée le 23 mars 1957 à Rome, puis mise en place en juillet 1962, cette politique avait au départ quatre objectifs fondamentaux :

- ü Accroître la productivité agricole,
- ü Assurer un niveau de vie équitable aux producteurs agricoles,
- ü Stabiliser les marchés,
- ü Garantir la sécurité alimentaire.

Au fil des années, ces derniers ont évolué et ont été complétés afin de répondre au contexte économique international pour une part, mais également aux attentes de notre société (en particulier concernant la qualité des produits et de l'environnement). Ainsi, depuis une dizaine d'années de nouvelles exigences environnementales se sont greffées à cette politique initiale ; on pense désormais « agriculture durable ».

La notion de « durabilité » se traduit par un phénomène commun à tous les pays développés à savoir la prise en compte croissante des problèmes environnementaux dans la formation des politiques publiques. L'agriculture n'échappe pas à ce processus. Cependant, cette imbrication de l'environnement dans la PAC entraîne certaines ambiguïtés qui tiennent de la confrontation d'une politique environnementale et d'une politique agricole dans une économie de marché.

Cette évolution dans les pratiques environnementales nous amène donc à formuler la problématique suivante : « **l'intégration progressive des considérations environnementales dans le cadre de la PAC conduit-elle à une meilleure prise en compte et à une intégration des contraintes environnementales par les agriculteurs ?** ».

Ainsi, au vu de l'évolution du contexte international d'aujourd'hui, nous nous interrogerons sur l'existence véritable de cohérence entre les mesures pour la protection de l'eau au sein de la PAC et les actions réalisées par les exploitants selon une logique agronomique. Dès lors, existe-il une adéquation entre la vulnérabilité des parcelles exploitées et la mise en place de mesures agri-environnementales sur le territoire ?

Afin, de pouvoir répondre à cette problématique, nous partirons de l'hypothèse qu'il n'existe pas de réelle intégration des considérations environnementales. En effet, nous sommes en présence de deux logiques différentes : l'une correspondant à la mise en place de règles obligatoires ou facultatives visant la protection de l'eau, et l'autre se référant à la logique de l'exploitation dictée par les règles du marché et les pratiques usuelles des exploitants .

A travers ce mémoire, l'analyse des réformes successives de la PAC mettra en évidence l'engagement progressif de la Communauté Européenne dans le domaine environnemental et dans un second temps, la recherche se positionnera à une échelle nationale. Cet examen permettra de connaître les modalités de mises en application des règles environnementales agricoles et les dispositifs qui leur sont assignés. Nous nous intéresserons plus particulièrement aux mesures en faveur de la protection de l'eau en France. Ensuite, l'application de ces dernières sera étudiée à l'échelle d'un bassin versant d'Indre et Loire. Ce travail, nous permettra au final de réfuter ou non l'hypothèse de départ.

## **PARTIE I : LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE AU SEIN DE LA PAC**

### **A. La prise en compte de l'environnement au sein de la PAC : son évolution**

#### ***1. Les prémisses dès 1985***

En juillet 1985, avec le livre Vert la Commission Européenne révèle les premières préoccupations relatives à la dimension environnementale de la politique agricole : « on perçoit de plus en plus que le rôle de l'agriculture dans une économie moderne industrialisée est, non seulement d'assurer les fonctions stratégiques, économiques et sociales, mais aussi de conserver l'environnement rural »<sup>1</sup>. Cela se traduit en 1985, par l'introduction au sein du règlement (CE) 797/85, d'un article n° 19 qui offre la possibilité aux Etats membres de mettre en œuvre « un régime d'aide aux exploitations agricoles dans les zones sensibles au point de vue de protection de l'environnement et de ressources naturelles ainsi que du point de vue du maintien de l'espace naturel et des paysages ». Ainsi, cette réglementation est facultative pour chaque Etat. Dans un premier temps, ces actions étaient financées par le FEOGA<sup>2</sup>-Orientation au titre du règlement relatif à la politique structurelle. Puis, lors de la réforme de 1992, elles seront financées par le FEOGA-Garantie.

L'article 19 n'est mis en œuvre que très tardivement dans la plupart des Etats membres ou seulement à titre expérimental. Ainsi, on peut noter, qu'en période d'intensification poussée, la marge de manœuvre laissée aux exploitants agricoles concernant leur activité et son impact sur l'environnement est très grande et peu contrôlée. Mais cette marge de manœuvre aux lourdes conséquences sur l'environnement va-t-elle perdurer au fil du temps ?

#### ***2. Un engagement reformulé en 1992***

A travers la réforme de la PAC du 30 juin 1992, on voit s'ancrer davantage au sein de la politique communautaire, le principe de protection de l'environnement. En effet, cette réforme est accompagnée d'un ensemble de mesures structurelles cofinancées par le FEOGA-Garantie (à hauteur de 50 à 75 % selon les régions). Ces mesures, énoncées dans le règlement (CE) n° 2078/92, sont mises en œuvre dans le cadre de programmes zonaux pluriannuels décidés par les Etats membres et approuvés ensuite par la Commission Européenne. Cet

---

<sup>1</sup> *Les mesures agri environnementales : bilan et perspectives-, Economie rural n°249*

<sup>2</sup> FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole composé de deux sections (section Garantie et section Orientation). Fondé en décembre 1962, il constitue un instrument financier particulièrement important pour le monde agricole et rural

ensemble de mesures structurelles intègrent trois volets : la préretraite, le reboisement et le programme agro-environnemental. Ainsi, on peut voir à travers ce dernier volet se consolider les interventions agri-environnementales de l'UE. Ce règlement constitue une nouveauté quand à l'acceptation pour la première fois au sein de l'union d'un ensemble articulé de Mesures Agri-Environnementales (MAE) facultatives formulées obligatoirement dans tous les Etats membres. En adoptant ce règlement, la commission reconnaît explicitement le rôle que peut exercer l'agriculteur en entretenant et en protégeant l'environnement. Ce règlement propose deux catégories d'objectifs :

ü **Diminuer les effets polluants de l'agriculture et encourager les exploitants à modifier leurs pratiques** : diminution d'intrants, extensification du système de production, conversion à l'agriculture biologique,

ü **Promouvoir les pratiques agricoles qui assurent l'entretien de l'espace** : la protection des biotopes rares et sensibles, la lutte contre la déprise, la protection des paysages menacés et la lutte contre les incendies de forêt.

Les aides allouées compensent les pertes de revenus et le surcoût des travaux d'entretien et de protection de la nature. Pour la majorité des pays de l'Union, ce règlement s'est traduit davantage par des mesures qui visent à l'entretien de l'espace naturel (augmentation des effets positifs de l'agriculture) que par des mesures qui visent à la réduction des effets négatifs, plus complexes à mettre en œuvre. De plus, ces mesures restent basées sur le volontariat par l'adoption d'un cahier des charges qui ne peut s'appliquer que sur certaines parcelles choisies par l'agriculteur (correspondant généralement aux espaces peu productifs). Ces mesures ne sont donc pas adoptées exclusivement pour leur objectif initial mais davantage pour pallier aux faiblesses des terres d'exploitants. Cette implication des exploitants dans les démarches environnementales, semblant davantage basée sur l'opportunisme, ne montre-elle pas que ces règles environnementales restent en marge d'une politique agricole encourageant plutôt la productivité et la rentabilité ?

Les MAE ont eu un rôle minime dans la PAC en 1992 puisqu'elles ne représentent que 1 % du budget communautaire<sup>3</sup>. Ce budget consacré aux MAE va peu à peu augmenter afin de représenter en 1997, 3,6% du budget annuel global de la PAC (41,8 milliards d'Euros)<sup>4</sup>. Ainsi, la politique environnementale entre peu à peu au sein du monde agricole mais peut-on déjà parler « d'une intégration au sein de la PAC » ?

---

<sup>3</sup> **Société Française d'Economie Rural (SFER)**, janvier-février 1999, *-Les mesures agri environnementales : bilan et perspectives-*,

<sup>4</sup> <http://www.planetecologie.org> - *Agriculture pour le développement rural*  
<http://www.ifen.fr>



### ***3. Un renforcement des actions via la réforme de 1999***

L'Agenda 2000 a mis en évidence le rôle multifonctionnel de l'activité agricole. Ainsi, le 17 mai 1999, les 15 chefs des Etats membres, en adoptant à Berlin le nouveau Règlement Développement Rural (RDR), ont jeté les bases d'une politique globale et durable qui complète celle des marchés et qui est devenue « le second pilier ». Ce règlement (CE) n°1257/1999 donne un rôle multifonctionnel à l'agriculture. Les mesures adoptées vont permettre de développer ce rôle et de rémunérer les agriculteurs pour les services rendus qui ne peuvent l'être par le marché, tout en les encourageant à adopter des méthodes de production moins intensives, à devenir des gestionnaires de l'environnement rural.

Pour la première fois, le financement communautaire concerne maintenant les programmes de développement rural de toute la communauté et non uniquement les régions désignées, comme c'était le cas dans le passé.

Ce règlement est constitué de quatre mesures d'accompagnement (prétraite, zones défavorisées, agri-environnement, boisement des terres agricoles) cofinancées par le FEOGA Garantie sur tout le territoire de l'Union Européenne et de dix-huit autres mesures (concernant la diversification et la modernisation des exploitations agricoles) cofinancées par le FEOGA Orientation ou Garantie selon leur position géographique. A noter que parmi les vingt-deux mesures du RDR, seule la mesure agri environnementale est d'application obligatoire pour chaque Etat.

Ce règlement offre à l'agriculteur plusieurs opportunités pour effectuer son activité tout en préservant son environnement :

ü **Aides aux zones défavorisées** (zones de montagnes et autres zones défavorisées menacées de déprise où l'entretien de l'espace est nécessaire, zones affectées de handicaps spécifiques). Celles-ci peuvent se voir accorder des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) afin d'assurer le maintien des exploitations agricoles, la préservation de l'espace et le respect des exigences environnementales.

ü **Aides apportées à la gestion et au développement durable des forêts**, la préservation des ressources et l'extension des surfaces boisées.

ü **Soutien accordé aux agriculteurs qui utilisent pour une durée de 5 ans des méthodes de production agricole destinées à protéger l'environnement et préserver l'espace naturel.** Ces aides visent à encourager des formes d'exploitation compatibles avec la protection et l'amélioration de l'environnement et du paysage, la planification agricole environnementale, l'extensification des modes d'exploitation agricole, la conservation d'espaces cultivés à haute valeur naturelle et l'entretien du paysage.

ü **Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles** afin d'améliorer le revenu et les conditions de vie des exploitants, tout en préservant l'environnement naturel, les conditions d'hygiène ou le bien être des animaux.

Tout agriculteur ayant souscrit un engagement agro environnemental doit respecter les principes des « **Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles (BPAH)** ». Ainsi, il doit aller au delà de ces bonnes pratiques sur les parcelles mises sous contrat agro-environnemental, ce qui est vérifié au moment de l'analyse des mesures proposées pour chaque région, et s'engager à respecter au minimum ces bonnes pratiques sur l'ensemble de son exploitation.

Lors de cette réforme, est également formulé un règlement horizontal qui prévoit la modulation des aides. Ce principe permet aux Etats membres de réduire dans la limite de 20%, en prenant en compte certains critères, le montant des aides directes aux agriculteurs. Les sommes ainsi dégagées restent à disposition de l'Etat et doivent être utilisées pour des actions structurelles concernant les quatre mesures d'accompagnement. D'autre part, ce règlement horizontal donne la possibilité aux pays de l'Union Européenne de mettre en place le principe de l'écoconditionnalité. Ainsi, toutes les primes attribuées par la PAC, peuvent être subordonnées au respect des BPAH élaborées par chaque pays.

Pour la période 2000-2006, en 1999 une moyenne du budget de la PAC de 4,3 milliards d'€ sont affectés au développement rural, soit 10,2 % du budget de la PAC<sup>5</sup>. Concernant, plus spécifiquement le budget consacré aux MAE, la dépense annuelle moyenne (UE et national) augmentera de 68 % passant de 2,2 milliards d'euros par an durant la période 1994-1999 à 3,7 milliards d'euros par an pour la période 2000-2006. Dès lors, la PAC semble soutenir de plus en plus la politique environnementale sur un plan financier mais également fonctionnel. Grâce à des incitations financières, la Communauté Européenne veut sensibiliser les exploitants à des bonnes pratiques, via la mobilisation et l'implication de chaque Etat membre. Cependant, le choix de s'engager ou non dans cette démarche environnementale appartient toujours à l'exploitant (cette remarque concerne les agriculteurs des pays où le principe d'écoconditionnalité n'est pas encore mis en place).

On peut ainsi s'interroger sur les facteurs influençant ce choix. A noter, que les programmes environnementaux qui ont le plus de succès auprès des agriculteurs se caractérisent tous par un processus progressif de contractualisation qui permet aux agriculteurs d'accéder à différents paliers au-delà des BPAH. Au sein de ces programmes, les

---

<sup>5</sup> **CNASEA**, Avril 2003, - *L'application du règlement de développement rural en Europe (Etudes comparatives)*-, Les Cahiers du CNASEA n°3

MAE les plus souscrites sont celles qui ont un taux d'indemnisation fort pour de faibles contraintes environnementales<sup>6</sup>.

D'autre part, l'adhésion aux MAE n'est pas la même au sein de chaque Etat membre, et ceci en raison de la politique du pays (priorités budgétaires, ancienneté des mesures), et de son implication concernant l'accompagnement dans la mise en place et le suivi des mesures (diffusion des informations, conseils et appuis techniques, formations, contrôles). Ces actions vont avoir un effet sur la sensibilisation et l'adhésion des agriculteurs. De plus, l'élaboration d'un nombre réduit de MAE par les autorités compétentes en ce domaine, se voulant ciblées et transversales permet d'accroître l'engagement des agriculteurs dans cette voie. De même, la simplicité des procédures (proximité entre services instructeurs et porteurs de projet, qualité des contrôles, rapidité de paiements) est également la clé de la réussite des MAE. D'autre part, afin de mettre en place ces mesures, un consensus devra s'établir entre administrations, professionnels agricoles et associations de protection de la nature.

Enfin, il faut également souligner que l'adhésion des agriculteurs peut dépendre également de la sensibilité environnementale de l'agriculteur lui-même (ainsi lorsque les exploitants pratiquent déjà une agriculture extensive, ils adhèrent plus facilement aux MAE).

Ces constats permettent de dégager une certaine logique d'exploitation juxtaposant la logique réglementaire et environnementale. En effet, les pratiques agricoles de l'exploitant, sa situation géographique (au sein d'un pays membre ou sa localisation au niveau local) et sa situation économique sont autant de facteurs qui ont un rôle dans son implication dans une démarche environnementale. De plus, cette politique environnementale, qui se dit « intégrée à la PAC », reste basée sur le volontariat. Peut-on, dès lors, véritablement parler d'une politique agricole globale garantissant un revenu décent aux exploitants, tout en intégrant les principes de respect de l'environnement par tous ? Bien que les dispositifs de la politique environnementale proposés aux exploitants agricoles se multiplient, **les deux politiques semblent davantage agir en parallèle et non se superposer.**

#### ***4. L'accord de Luxembourg en 2003 : l'environnement au centre de la réforme***

Afin de répondre à ce manque d'intégration de la politique environnementale au sein d'une politique agricole globale, l'accord de Luxembourg a été signé. Ainsi, le « second pilier » de la PAC, et plus particulièrement le respect de l'environnement, a été renforcé. Cet accord s'est traduit par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 établissant les

---

<sup>6</sup> CNASEA, Avril 2003, - *L'application du règlement de développement rural en Europe (Etudes comparatives)*-, Les Cahiers du CNASEA n°3

règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la PAC et certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs. La réforme rend obligatoire la mise en place dans chaque Etat membre du principe de la conditionnalité<sup>7</sup>. Ainsi, le versement des aides couplées et découplées sera soumis au respect de certaines exigences. Celles-ci sont de trois ordres :

ü **Conformité aux 19 actes législatifs** (directives ou règlements européens appliqués en droit français) s'appliquant directement à l'exploitation dans les domaines de l'environnement, de la santé publique, animale et végétale et du bien-être des animaux,

ü **Respect des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales** (BCAE) définies par les Etats membres dans un cadre communautaire imposé,

ü **Maintien des pâturages permanents**. A compter de 2005, la part de pâturages permanents dans la surface agricole devra être maintenue dans chaque Etat membre. Sont considérés comme pâturages permanents, toutes prairies, naturelles ou artificielles sorties de la rotation depuis cinq ans ou plus. Cette obligation s'applique au niveau national ou départemental avec une tolérance de baisse de 10 %.

Ainsi, **l'unique principe du volontariat sur lequel reposait la politique environnementale au sein de la PAC de 1992 est partiellement révolu**. Désormais, tout agriculteur doit répondre à des règles qui seront contrôlées par les autorités. Le respect de l'environnement, ne peut désormais plus être évincé de la politique agricole, il en fait désormais partie intégrante. Les agriculteurs n'ont plus le choix de s'impliquer ou non dans cette démarche, et doivent s'affranchir aux règles environnementales sous peine de sanctions. Nous pouvons nous interroger sur l'adéquation ou non entre ces nouvelles règles imposées et les démarches agricoles actuelles et passées. Les exploitants agricoles agissaient-ils déjà selon ces orientations ? Vont-elles entraîner un changement réel dans leur activité et leur comportement ?

Outre ce principe de conditionnalité, la pratique d'une agriculture se voulant plus respectueuse de l'environnement est mise en évidence grâce à de multiples mesures proposées à chaque Etat membre. Ainsi, les Etats pourront bénéficier d'une augmentation du taux de

---

<sup>7</sup> Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales, **Chambres d'agriculture**, Mai 2000 - *Le développement rural - Les dossiers de la PAC n°6* - Direction des politiques économiques et internationale, Service de la communication

cofinancement communautaire passé à 85 % dans les régions de l'objectif 1<sup>8</sup> et à 60 % dans les autres régions<sup>9</sup>. L'augmentation des moyens financiers de la Communauté souligne sa volonté d'introduire véritablement dans chaque Etat membre les préoccupations environnementales. Par ce biais, l'Union Européenne souhaite obtenir davantage de résultats positifs sur l'environnement.

De plus, cette **réforme rend obligatoire la modulation par chaque Etat-Membre**. À partir de 2006, ils pourront choisir à quelles actions de développement rural ils allouent le produit de la modulation (principe qui a été introduit par les accords de Berlin en 1999).

Enfin, les États membres doivent mettre en place une structure nommée « **Conseil Agricole** » au plus tard avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Cependant les modalités d'application concrètes restent encore à définir. Ce dispositif est destiné à accompagner les agriculteurs pour leur permettre de satisfaire aux exigences de la conditionnalité grâce à des conseils ou à des expertises techniques de leur exploitation. Il les aidera à adopter des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, de la santé et du bien-être des animaux. **Il s'agit d'un dispositif fonctionnant sur le principe du volontariat des agriculteurs**. À la lumière d'un rapport de la Commission, l'Union européenne examinera en 2010 si le recours à ce conseil agricole pour les agriculteurs devra ou non devenir obligatoire. Ce conseil agricole permettra-t-il de créer une passerelle entre le monde agricole et les politiques publiques environnementales ? Permettra-t-il un meilleur dialogue entre les exploitants de l'espace rural contraints à respecter de nouvelles normes, et des autorités publiques ayant pour rôle de faire appliquer ces règles environnementales ? De même, pourra-t-il mettre en évidence une certaine incohérence d'une politique environnementale aux objectifs bien définis intégrée à une politique agricole dont les objectifs initiaux sont différents de cette dernière ?

Les règles environnementales au sein de la PAC forment dorénavant l'un des piliers de cette politique communautaire. A noter que la part de manœuvre concernant leur déclinaison au niveau de chaque Etat membre est très grande. Ainsi, bien que cette politique agricole soit dictée par la communauté, chaque Etat membre décide du financement de ces mesures, mais surtout de leur définition et leur mise en œuvre. D'autre part, nous avons pu relever que cette politique environnementale très longtemps restée basée sur le principe du volontariat était

---

<sup>8</sup> Région d'objectif 1 : Région en retard de développement présentant un PNB par habitant inférieur à 75 % de la moyenne communautaire.

<sup>9</sup> Région d'objectif 2 : Région en mutation économique et industrielle. L'ancien objectif 5b se trouve depuis 2000 dans cette catégorie

Région d'objectif 3 : Région nécessitant des actions en faveur du développement des ressources humaines

davantage mise en place selon la position géographique (à une échelle internationale et locale) des exploitants de l'espace rural. Ainsi, quelle a été la situation pour la France ? La France, au vu de sa situation, a-t-elle focalisé son action sur des mesures environnementales particulières ? C'est pourquoi, nous allons donc nous intéresser à la déclinaison des MAE en France.

## **B. L'application des mesures environnementales en France**

### ***1. Traduction de l'article 19 de 1985***

Contrairement à d'autres pays européens, tels que les pays du Nord, en France la traduction de l'article n°19 a tardé à se mettre en place. Seules 4 actions dites Opérations Groupées d'Aménagement Foncier (OGAF - art.19) expérimentent à partir de 1991 les premiers contrats environnementaux pour les agriculteurs. Puis ce dispositif est étendu à 61 actions <sup>10</sup> dont les thématiques sont :

- ü Réduction des pollutions dues à l'agriculture intensive,
- ü Adaptation des systèmes d'exploitation dans les secteurs de biotopes rares et sensibles,
- ü Prévention des risques de déprise,
- ü Défense contre les incendies en zones de montagnes.

### ***2. La réforme de 1992***

Le règlement (CE) n° 2078/92 s'est traduit en France selon un niveau national, et un niveau régional (voire local). Malgré un nombre significatif de contractants, les MAE ne représentent en 93 que 3 % des aides directes perçues par l'ensemble des agriculteurs français<sup>11</sup>. Cette proportion a peu évolué jusqu'en 1999.

Les contrats proposés, adoptés de façon facultative par les agriculteurs pour une durée de 5 ans, ont en France une caractéristique spécifique. En effet, les cahiers des charges du contrat peuvent être élaborés soit au niveau national (cahiers des charges-types), soit au niveau local (donc définis au cas par cas en fonction des problèmes environnementaux).

Au niveau national est mise en place **la Prime au Maintien des Surfaces pour l'Élevage Extensif (PMSEE)** ou plus communément dite « prime à l'herbe ». Cette prime a pour but de limiter l'intensification sur les terres agricoles mais également lutter contre

---

<sup>10</sup> <http://www.planetecologie.org> - Agriculture pour le développement rural -

<sup>11</sup> **Société Française d'Economie Rural (SFER)**, janvier-février 1999, -Les mesures agri environnementales : bilan et perspectives-,

l'enrichissement de certaines parcelles. Elle est affectée à travers un cahier de charge type. Celui-ci se résumant ainsi :

- ü 75 % de la SAU de l'exploitation doit être en prairie
- ü le chargement doit être inférieur à 1,4 UGB/ha
- ü le bénéficiaire doit s'engager à entretenir les fossés et les haies des parcelles des prairies.

Elle a concerné environ 100 000 contractants entre 1993 et 1997<sup>12</sup>. Les contrats se situent en majorité sur les grands massifs montagneux (60 % des contrats) et à l'Ouest de la France. Bien que cette prime ait été largement répandue, on peut cependant penser que l'objectif désiré n'a pas été entièrement atteint. En effet, la réelle prise de conscience par l'agriculteur au respect de l'environnement a été limitée, puisque cette prime a été perçue majoritairement par les exploitants, comme une aide compensatoire sur les surfaces en herbe et non comme une action destinée à la protection de l'environnement.

Dans le même temps, au niveau communautaire, un article 6 a été inséré au règlement n°2078/92 du Conseil du 30 juin 1992. Cet article qui a été élaboré à la demande de la France est le fondement, au niveau de l'Union Européenne, de l'initiative française **des Plans de Développement Durable**. Il permet en effet aux États Membres de réaliser des « projets de démonstration concernant des pratiques de production compatibles avec l'exigence de la protection de l'environnement ». Sur un plan juridique, le PDD est donc une mesure spécifique du programme agri-environnemental français. Il est, avec la prime à l'herbe, l'une des deux mesures dites horizontales, c'est-à-dire non zonées *a priori* et ne participant donc pas à des programmes régionaux agri-environnementaux prévus par le dispositif français. Ces contrats, établis pour 5 ans entre l'Etat et l'exploitant, visaient non seulement une meilleure prise en compte d'un objectif environnemental mais plus globalement une organisation d'exploitation pouvant concilier la gestion de l'espace, l'activité agricole et la préservation du milieu. Les PDD ont été arrêtés en 1998. Ces plans laissent entrevoir par la suite la création du Contrat Territorial d'Exploitation.

**Les programmes régionaux** mis en place en 1993 forment le second volet du dispositif agro environnemental français. Dans le cadre de ces programmes, trois mesures sont proposées :

---

<sup>12</sup> **Société Française d'Economie Rural (SFER)**, janvier-février 1999, *-Les mesures agri environnementales : bilan et perspectives-*,

ü Les opérations zonales élaborées sur la base d'un cahier charge type (réduction d'intrants, diminution de la charge de cheptel, reconversion des terres arables en herbages extensifs)

ü Les Opérations Locales d'Agro-Environnement (OLAE) mises en place avec un cahier des charges spécifique au territoire s'appliquent sur un périmètre défini au préalable ; Ces OLAE sont réparties de façon hétérogène sur le territoire, ce qui correspond à la diversité des problématiques locales. Ainsi on retrouve dans les marais de l'Ouest, l'opération de protection des biotopes (cette OLAE présentent dans 24 départements représente 67 % des OLAE totales). Dans les massifs montagneux et les zones défavorisées, sont mises en place des actions dites « lutte contre la déprise » (OLAE présente dans 31 départements). Enfin, les opérations pour la protection des eaux se rencontrent essentiellement dans les plaines alluviales où la production intensive est présente, entraînant des risques de pollution aux nitrates (OLAE présente dans 24 départements). L'inconvénient majeur de ces actions était le délai d'agrément par les services de la commission qui a pu être démobilisateur pour les acteurs.<sup>13</sup>

ü Hormis les opérations locales, la mobilisation des acteurs a également pris la forme des sessions de formations dont les thèmes principaux sont la protection des eaux et la conversion à l'agriculture biologique.

Le bilan de ces actions en France entre 1992 et 1999 peut être fait. Ainsi, on note que cette démarche agri environnementale s'est limitée pour l'essentiel, à la prime à l'herbe qui a mobilisé les 2/3 des moyens budgétaires engagés au titre agri environnemental<sup>14</sup>. Ces priorités montrent réellement que les contrats signés ont davantage permis d'améliorer l'existant (en apportant peu de contraintes pour l'exploitant) que de limiter les effets négatifs provoqués par l'activité agricole (diminution d'intrants, conversion à l'agriculture biologique...)

De plus, bien que la prime à l'herbe ait eu un impact global positif, il est à noter que le mouvement d'intensification s'est poursuivi dans les régions à contraintes naturelles modérées (progression du maïs fourrage, déclin des surfaces en herbe, reprise des terres libérées par des exploitations plutôt intensives). Par contre, des signes conformes aux objectifs de la PMSEE se sont manifestés majoritairement dans les régions à contraintes naturelles fortes (maintien

---

<sup>13</sup> [http:// www.ifen.fr](http://www.ifen.fr)

**Société Française d'Economie Rural (SFER)**, janvier-février 1999, *-Les mesures agri environnementales : bilan et perspectives-*,

<sup>14</sup> **De Gasquet O.**, Avril 2002, *-Comprendre notre agriculture et la PAC : Stratégie, vérités et mensonges de 1945-*, Collection : Gestion internationale, Cahors, Vuibert



des surfaces en herbe, stagnation des couverts végétaux à rotation rapide, déclin relatif des exploitations plutôt intensives, reprise des terres libérées par des exploitations extensives).

On s'aperçoit que seuls les problèmes qu'engendre la nature du territoire (problèmes qui se répercutent sur l'exploitation même et donc sur le revenu de l'exploitant) encouragent les agriculteurs à signer ces contrats environnementaux. Ainsi, la logique d'exploitation semble prédominer par rapport à la logique réglementaire qui se veut garante de la protection de nos ressources pour les générations futures. Pour atteindre cet objectif, la politique environnementale souhaite modifier le comportement des agriculteurs pour le rendre plus en phase avec l'environnement. Or, si on se positionne en tant qu'exploitant, peut-on réellement adopter une autre logique, comme l'énonce explicitement la politique environnementale ? Une logique où l'agriculteur veut valoriser un territoire sans qu'il n'y ait à la base de problèmes significatifs connus pouvant ultérieurement nuire à son activité ? D'autre part, l'application de cette politique se traduit-elle par des aménagements marginaux ou par des changements de système de production ?

### ***3. La réforme de 1999***

En France, la politique de développement rural annoncée dans le règlement communautaire de 1999 va entraîner la rédaction de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) du 9 juillet 1999. Cette loi a pour objectif de concilier le développement de l'agriculture française et les attentes d'une société qui évolue en terme d'emploi, de gestion de l'espace, d'environnement.

La France a choisi, pour la période 2000-2006, de mettre en œuvre un **Plan de Développement Rural National (PDRN)** couvrant l'ensemble du territoire national, la déclinaison régionale se faisant au niveau des Documents Uniques de Programmation (DOCUP) d'objectifs 1 et 2. Cependant, ce plan s'appliquera au niveau local approprié, régional ou départemental à travers une gestion déconcentrée des mesures et avec, si possible, une participation des collectivités locales. On peut ainsi noter le souci pour les autorités présentes, de mettre en place une politique initialement communautaire sur des territoires aux identités propres. L'un des principes de ce plan est le soutien au développement durable et à la protection de l'environnement puisqu'un 1/3 des crédits du développement rural sera consacré aux MAE<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> **Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales, Chambres d'agriculture**, Mai 2000 - *Le développement rural* - Les dossiers de la PAC n°6 - Direction des politiques économiques et internationale, Service de la communication

En France 153 sous-MAE ont été déterminées. Celles-ci ont été préalablement définies au niveau départemental dans un cadrage de préfiguration avant d'être agrégées au niveau national dans un souci d'harmonisation. Ensuite, l'échelon régional a été choisi comme unité de cadrage, d'identification et de localisation des MAE. Des modifications de ces mesures peuvent être argumentées et inscrites au PDRN, pour être ensuite étudiées par la Commission européenne une fois par an. Ainsi, sur la base de ces 153 sous mesures, chaque région est libre de fixer le nombre de mesures à mettre en œuvre, ainsi que le montant des subventions (dans le respect des plafonds). Toutes les indemnités et les détails des cahiers des charges sont spécifiés dans les « documents d'harmonisation générale des mesures agri-environnementales » plus communément appelés « catalogues des mesures agri-environnementales régionaux » qu'il est possible d'obtenir sur simple demande auprès de la DRAF<sup>16</sup>. Ensuite, il appartient aux départements de fixer des mesures types, éligibles sur son territoire.

A noter, que 3 mesures sont définies comme prioritaires sur l'ensemble du territoire : « reconversion à l'agriculture biologique, protection des races menacées, préservation de la diversité végétale en améliorant le potentiel pollinisateur entomophile ». Sur les 153 MAE proposées dans le catalogue national, peu sont utilisées. Les MAE les plus mobilisées sont celles concernant la gestion extensive des prairies, l'adaptation de la fertilisation, la lutte raisonnée, l'implantation de cultures intermédiaires et l'entretien de haies<sup>17</sup>.

Bien que ces mesures soient déterminées à une échelle restreinte, c'est-à-dire, la région voire le département, on peut se demander si ces dernières peuvent être adaptées à la diversité des exploitations constituant ces territoires. Par exemple, les enjeux paraissent tout à fait différents lorsque les exploitations d'un même département se trouvent à l'intérieur ou hors zone vulnérable. De même, ces mesures types déterminées par les autorités sont-elles en adéquation avec l'ensemble des orientations des différentes exploitations au sein d'un même département (par exemple des exploitations d'élevage et de grandes cultures n'auront pas les mêmes pratiques, ni les mêmes objectifs...) ? Ainsi, on peut s'interroger sur l'application de ces mesures et leur portée. C'est dans ce souci de cohérence entre les actions « dictées par les autorités publiques » et la diversité des exploitations d'un même territoire que seront mis en place les **Contrats Territoriaux d'Exploitation** (CTE).

---

<sup>16</sup> **SIEURIN, A.**, Septembre 2001, - *Bilan sur la mise en place des CTE dans les zones humides et les vallées fluviales de la Loire* -, Rapport de Stage, DESS Ingénierie des hydrosystèmes continentaux en Europe

<sup>17</sup> **CNASEA**, Avril 2003, - *L'application du règlement de développement rural en Europe (Etudes comparatives)*-, Les Cahiers du CNASEA n°3

En effet, ces MAE déterminées seront ensuite transcrites au sein des CTE. Ces contrats instituent une nouvelle relation contractuelle entre l'Etat et l'agriculteur afin d'inciter celui-ci à inscrire, sur 5 ans, son exploitation dans un projet global cohérent intégrant une dimension socio-économique et une dimension environnementale, et territoriale (à travers l'application des MAE). Ce nouvel instrument est conçu pour accompagner les agriculteurs qui mettent en place des systèmes de production rendant des services collectifs qui ne peuvent être totalement rémunérés par le marché et qui nécessitent une participation financière de la société en contrepartie des engagements pris. Le caractère novateur de cet outil est qu'il ne concerne pas uniquement certaines parcelles de l'exploitation mais **il est fondé sur un diagnostic global d'exploitation dans son territoire**. D'autre part, le CTE correspond à un projet individuel dans une démarche collective car il devra prendre en compte une partie économique (diversification des activités, accompagnement pour l'installation d'un jeune agriculteur, amélioration de la qualité et traçabilité d'un produit agricole...), et une partie environnementale et territoriale (maîtrise de l'utilisation des fertilisants et des pesticides, plantation et entretien des haies, intégration des bâtiments agricoles dans le paysage...). Ces CTE seront financés par la modulation des aides que la France a décidé de mettre en place sur son territoire.

Tout exploitant ou exploitation candidat au CTE, doit faire référence à un porteur de projet CTE Collectif. Chaque porteur de projet collectif met en avant un certain nombre de MAE spécifiques, formant le contrat-type, que le candidat doit obligatoirement souscrire dans son ensemble. Ainsi, il existe deux grandes familles de projets collectifs :

- ü Un contrat-type départemental par filière (exemple le contrat type départemental grandes cultures) qui regroupe l'ensemble des mesures-types jugées prioritaires à l'échelle du département concernant une activité agricole ou sylvicole particulière. Ainsi, chaque enjeu environnemental se décline en actions obligatoires et facultatives à mettre en œuvre sur l'exploitation via un cahier des charges précis pour chaque action.

- ü Un contrat-type collectif dit de territoire : ces contrats types sont souvent élaborés par l'intermédiaire de Groupements Départementaux Agricoles (GDA). Ils soulignent les particularités propres du territoire et ont donc pour but de répondre plus spécifiquement aux enjeux relevés. Ils sont souvent plus exigeants que les contrats types départementaux.

Ainsi, la conception locale de ces contrats types aura, dès lors, pour objectif de répondre aux spécificités des territoires mais également aux différentes orientations des exploitations du département. La volonté du gouvernement de faire paraître une application des règles à l'échelle locale est donc mise en avant.

Suite à un diagnostic global de l'exploitation, l'exploitant peut souscrire à un seul projet collectif ou créer lui même son propre CTE en choisissant des mesures appartenant à plusieurs CTE collectifs. Ces contrats peuvent être réalisés par exemple dans le cas d'une

exploitation viticole et de grandes cultures. Ainsi, l'exploitant pour l'élaboration de son CTE souscrira à des mesures appartenant aux CTE départemental viticulture et CTE départemental grandes cultures. A noter que la souscription de plusieurs CTE collectifs entraînent le respect des obligations cumulées de chaque contrat-type spécifique. Cette référence obligatoire à un CTE collectif pour l'élaboration du CTE individuel n'entraîne-t-elle pas des surcharges de contraintes pour l'exploitant ?

La mise en œuvre des CTE a révélé des dysfonctionnements importants : complexité, manque d'efficacité en matière d'environnement et absence d'instrument de régulation budgétaire. C'est pour cette raison que la procédure a été suspendue au mois d'août 2002. Toutefois, afin de faire face à la demande des professionnels et d'assurer une égalité de traitement entre agriculteurs, ont été maintenus des CTE en phase transitoire, caractérisés par l'instauration d'un encadrement budgétaire des contrats.

On peut noter, à travers la création de cet outil, que les autorités françaises reconnaissent l'existence de problèmes environnementaux spécifiques à chaque territoire. Ainsi, à travers la mise en place des MAE intégrées aux CTE, leur résolution pourra s'appliquer de façon singulière afin d'y répondre aux mieux. Cependant, cette vision des problèmes est-elle perçue de la même façon par les exploitants du milieu agricole ? Ont-ils relevé les mêmes enjeux prioritaires pour l'environnement sur leur territoire ?

Il est important de souligner que les CTE ont permis la mise en place de mesures concernant la protection de l'environnement, mais également de mesures permettant le soutien aux investissements pour certaines exploitations. Ainsi, le contrat signé a pu être, pour certains exploitants, perçu comme une « aubaine » pour la réalisation de certains travaux afin d'accroître leur activité. Dans ce cas, les objectifs de la signature d'un CTE diffèrent entre la logique de l'exploitant et le but recherché par les autorités publiques.

#### ***4. La réforme de 2003***

##### ***a. Le Contrat d'Agriculture Durable***

Le décret n° 2003/675 du 22 juillet 2003 a remplacé les CTE par **les Contrats d'Agriculture Durable (CAD)**. Ces derniers, répondent aux mêmes objectifs que les CTE, tout en se recentrant sur **les problématiques environnementales et territoriales**. En effet, la contractualisation de mesures appartenant au domaine économique n'est désormais plus obligatoire. Chaque CAD doit répondre à des enjeux définis tant au niveau national, régional, départemental, qu'individuel. La somme de tous ces enjeux doit contribuer au développement d'une agriculture durable. Pour le déploiement des MAE, un cadrage plus précis des opérations locales et des CAD a été fait en 2004 à un niveau infradépartemental (celui d'une petite région) de façon à répondre au mieux aux priorités du territoire.

Au niveau national, la souscription d'un CAD correspond à la prise en compte de la préservation des ressources naturelles, l'aménagement de l'espace rural, la qualité des produits, la sécurité alimentaire, l'emploi, la diversification des activités agricoles.

Au niveau départemental, le CAD doit traduire en actions concrètes les priorités définies dans les mesures types arrêtées par le Préfet de département. L'ensemble de mesures types choisies par l'exploitant précise, tout comme le CTE, les enjeux du département retenus dans les domaines environnemental, social et économique. Pour chaque enjeu, se déclinent des actions parmi lesquelles l'exploitant peut choisir afin d'élaborer un projet de CAD cohérent. Le cahier des charges des actions doit correspondre au projet agricole départemental (PAD). Celui-ci est un document élaboré par le Préfet après avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture. Il détermine les priorités de la politique d'orientation des productions et d'aménagement des structures d'exploitation au niveau départemental. Il fixe notamment des objectifs en termes de renouvellement des chefs d'exploitation, de développement des filières, de prise en compte par l'agriculture des problèmes environnementaux.

Au niveau individuel, il revient à chaque exploitant d'élaborer son projet, soit à partir d'une démarche collective, soit à partir d'une démarche personnelle. Le diagnostic d'exploitation, réalisé avant chaque CAD, renseigne l'exploitant sur les atouts et les faiblesses de son exploitation et l'aide à construire son projet individuel d'exploitation s'inscrivant dans un objectif d'agriculture durable. Les aides versées au titre du CAD contribueront à aider l'agriculteur à réaliser son projet.

Ainsi, avec les CAD, tout est simplifié puisqu'il n'existe plus qu'un CAD départemental. Le nombre de mesures est aussi simplifié. Les obligations cumulées auxquelles devaient répondre les exploitants souscrivant à plusieurs projets collectifs sont désormais annulées. D'autre part, le choix de mettre en place ou non des mesures concernant le volet économique peut permettre à un plus grand nombre d'exploitants d'adhérer à cette démarche. Cependant cette simplification n'entraîne-t-elle pas un retour en arrière au niveau de la cohérence des actions ? En effet le principe du CTE collectif permettait de regrouper des actions à mettre en place simultanément pour avoir un impact global et cohérent sur le territoire. Or, l'autorisation qui permet désormais aux agriculteurs de choisir « à la carte » les actions qu'ils veulent appliquer, va-t-elle permettre de regrouper des actions cohérentes sur l'espace ? Pourra-t-elle, comme le souhaitent les autorités, rendre ces mesures accessibles à tous et ainsi garantir la préservation de notre environnement ? Ces mesures proposées aux exploitants vont-elles faire évoluer leur comportement et leur pratique ?

### *b. Les Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales<sup>18</sup>*

D'autre part concernant le principe d'écoconditionnalité mis en place par cette réforme, le respect des BCAE en France correspond à :

- ü la mise en place d'une surface en couvert environnemental,
- ü la présence de 3 cultures minimum ou 2 familles de cultures différentes sur la surface agricole hors pâturages permanents, gel non cultivé et cultures pérennes. En cas de monoculture, il doit y avoir une couverture totale des sols en hiver ou un broyage-enfouissement des résidus de culture,
- ü un non brûlage des pailles et des résidus de culture ;
- ü une gestion environnementale des terres non mises en production
- ü un respect des conditions de prélèvement en eau pour les cultures irriguées

### *c. Les acteurs participant à la mise en place des CAD (et CTE)*

Le CAD (ou le CTE) est avant tout un contrat signé entre **l'agriculteur** et l'Etat représenté par les Préfets de département. Ainsi, l'agriculteur avant de souscrire à un contrat doit, sur l'honneur, attester qu'il répond aux réglementations départementales, nationales ou communautaires existantes concernant l'hygiène et le bien être des animaux, les installations classées pour la protection de l'environnement, la gestion de l'eau, la nature et le paysage , la législation du travail... L'agriculteur doit également déclarer ne pas avoir fait l'objet, dans le cadre de son exercice, au cours des 3 années précédant la signature du contrat, d'une condamnation pénale à propos de la législation en vigueur. Lors du montage du CAD (ou CTE), les agriculteurs peuvent faire appel aux **Associations Départementales pour l'Aménagement des Systèmes d'Exploitations Agricoles (ADASEA)**. Ces organismes les informent sur les mesures dont ils sont susceptibles de bénéficier. Ainsi, ces associations apportent aux bénéficiaires potentiels leur concours pour l'établissement de leurs dossiers.

L'acteur déterminant pour la mise en place des CAD (ou CTE) est le département représenté par la **Direction Départementale d'Agriculture et de la Forêt (DDAF)**. Cet organisme est chargé de mettre en œuvre dans le département les mesures prises en matière de politique agricole par les pouvoirs publics et de veiller à leur bonne application. Dans un premier temps, en fonction des enjeux environnementaux locaux, ce service complète le contenu des Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles à respecter. Il a également à sa charge la mise en forme et la présentation des mesures-types. Il faut cependant citer l'aide précieuse apportée par les **Organisations Professionnelles Agricoles** (chambres d'agricultures, syndicats agricoles, coopératives) lors de l'établissement des différents CTE-type ou le CAD

---

<sup>18</sup> Article 5 et annexe IV du règlement (CE) 1782/2003

départemental. Par ailleurs, la DDAF instruit les dossiers individuels présentés par les agriculteurs qui souhaitent souscrire un contrat et rend les décisions correspondantes après avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA). Ensuite, elle communique au Comité National pour l'Aménagement des Systèmes d'Exploitations Agricoles (CNASEA) ses décisions et les renseignements permettant de juger des résultats obtenus. Le Préfet peut, dans un certain nombre de cas, avoir recours par convention aux services des ADASEA. Dès lors, celles-ci vérifient, pour le compte de l'administration départementale, le contenu du dossier : pièces jointes, respect des conditions d'éligibilité, et préparent une fiche synthétique du dossier CTE ou CAD pour faciliter le travail des membres de la CDOA.

Les **Commissions Départementales d'Orientation de l'Agriculture (CDOA)** ont également un rôle important à jouer pour la mise en place de cette politique environnementale. Ce sont des instances chargées de donner un avis au Préfet sur les orientations agricoles à adopter pour assurer le développement de l'agriculture départementale et sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. La CDOA donne son avis sur les projets de contrats-types et sur les mesures-types proposées aux agriculteurs. De plus, lors de l'instruction des dossiers des contrats par la DDAF, elle est souvent sollicitée pour donner son avis sur les aides attribuées aux contractants. Cette commission présidée par le préfet comprend des représentants des collectivités locales, de l'administration, des organisations professionnelles agricoles, de la transformation et de la distribution des produits alimentaires, des associations de protection de la nature, des consommateurs et des artisans. On peut noter que la diversité des acteurs constituant cette assemblée a pour but de connaître l'avis et l'opinion de tous les acteurs participant au développement de l'espace rural. Par ailleurs, la CDOA peut décider, si nécessaire, de constituer des comités techniques locaux pour proposer des modalités de mise en œuvre spécifique pour certaines actions : dates de fauche, périodes de nidification, délimitation de zones... Au niveau administratif, leur secrétariat est assuré par les DDAF. Par ailleurs, la DIREN est souvent associée à cette commission.

A l'échelon de la région, la **Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF)**, sous l'autorité du Préfet de région, assure la répartition entre les départements de la dotation régionale du fonds de financements des CAD ou CTE, pilote l'évaluation du dispositif, contribue à l'harmonisation des aides accordées et des moyens mis à disposition pour l'accompagnement. Ce comité de suivi est chargé d'organiser et d'harmoniser la mise en place des MAE au plan régional. Ce comité comprend notamment des représentants d'associations de protection de la nature, de consommateurs et de l'agriculture biologique. La DRAF identifie les actions complémentaires à proposer à l'Union Européenne dans le cadre de l'application du plan de développement rural national.

Le paiement des aides (parts communautaire et nationale) prévues dans les contrats environnementaux se fait par l'intermédiaire du **Comité National pour l'Aménagement des**

**Systèmes d'Exploitations Agricoles (CNASEA).** Créé en 1966, le CNASEA, est un établissement public national, placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. Des antennes délocalisées du CNASEA sont ouvertes dans de nombreuses régions. Le CNASEA a aussi pour mission de réaliser les contrôles chez les agriculteurs bénéficiaires des de contrats désignés par le Préfet. Concernant le contrôle administratif, il est exhaustif et concerne 100 % des dossiers. Il s'appuie sur des contrôles croisés réalisés informatiquement. Ce contrôle est sous la responsabilité des DDAF ou des DRAF. Les contrôles sur site concernent 5 % des bénéficiaires triés de façon aléatoire, par analyse de risque. Ces contrôles sont exécutés par la CNASEA et l'ONIC (Office National Interprofessionnel des Céréales).

De plus, **un Comité de suivi et d'évaluation** des CAD (ou CTE) a été créé en 1999. Il regroupe le secteur associatif, des représentants des Ministères de l'Agriculture, du Budget, de l'Emploi et de la Solidarité, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement, des départements d'Outre Mer, du Commerce et de l'Artisanat mais également des représentants des services déconcentrés de l'Etat, les représentants des collectivités locales, les organismes payeurs agréés (CNASEA), les représentants de la commission européenne.

Enfin, **un Comité National de Programmation** a aussi été mis en place. Il assure l'articulation entre les mesures du PDRN et celles du DOCUP, ainsi que la coordination des produits de modulation, des modifications du PDRN, des tâches de gestion et contrôle des mesures.

On peut donc noter qu'il existe un véritable « arsenal » d'acteurs soucieux de mettre en place et de gérer cette politique environnementale. Mais cette diversité d'acteurs, aux rôles bien précis, n'entraîne-t-elle pas une certaine confusion pour les exploitants agricoles ? Ils avaient l'habitude, autrefois, d'agir « comme bon leur semblait »... Désormais, ils sont confrontés à une autre réalité. Leur activité est en partie gérée et contrôlée par de nombreux acteurs qu'ils doivent consulter pour chaque action susceptible d'avoir un impact sur l'environnement. L'agriculteur doit donc agir en partenariat avec les autorités garantes de la protection de l'environnement. Comment ce dialogue désormais obligatoire est-il perçu par les exploitants ? D'autre part, on peut se demander si la multitude de partenaires à solliciter pour la création d'un contrat agri environnemental n'est pas un frein à l'implication des exploitants ?

*Ainsi, grâce aux différentes réformes de la PAC, l'application de la politique environnementale n'est plus un élément à l'écart des pratiques agricoles ancestrales. Elle joue un rôle sur l'activité des exploitants français qui doivent s'en affranchir et répondre à ses règles. Bien que certaines mesures concernant le respect de l'environnement soient désormais obligatoires, bon nombre d'entre elles restent incitatives et basées sur le volontariat des exploitants. La politique mise en place permet-elle, réellement, de sensibiliser*



*les exploitants à de bonnes pratiques ? Par ailleurs, l'ensemble des acteurs et des outils proposés permet-il une meilleure intégration des considérations environnementales par les exploitants dans leurs pratiques ? Dès lors, doit-on réellement parler d'intégration des considérations environnementales par les exploitants ?*

*Ainsi, nous pouvons nous interroger à travers une étude de terrain sur la véritable intégration de la politique environnementaliste au sein de la politique agricole par tous. Pour ce faire, l'étude des mesures concernant la protection de l'eau, enjeu incontournable de la politique environnementale, sera notre point de départ. Cette étude, nous permettra de savoir si les multiples outils et acteurs au sein de la PAC permettent l'intégration des considérations environnementales par les agriculteurs et de ce fait, influencent leurs pratiques ?*

*Il est donc apparu nécessaire dans un premier temps de relever les différentes mesures facultatives ou obligatoires au sein de la PAC visant la protection de l'eau. Ensuite, la rencontre avec tous les exploitants d'un même bassin versant permettra de définir leur implication dans cette démarche environnementale. L'argumentation des choix de leur engagement ou non aboutira sur la validation ou la réfutation de mon hypothèse de départ, c'est-à-dire la présence de deux logiques différentes, à savoir celle dictée par la politique environnementale au sein de la PAC et celle appliquée par les exploitants.*

## PARTIE II : LES MESURES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'EAU EN FRANCE DANS LE CADRE DE LA PAC

En dépit des investissements réalisés depuis une vingtaine d'années, l'état des ressources en eau dans la Communauté Européenne, globalement, ne s'est pas amélioré. La situation est contrastée selon les régions et les paramètres, mais les cas de dégradation de la qualité sont plus nombreux que les cas d'amélioration. La pollution des nappes phréatiques en particulier est générale. Dans de nombreuses régions, une utilisation soutenable des eaux souterraines comme eau potable est ou sera un problème.<sup>19</sup>

De plus, l'utilisation de la ressource en eau a depuis toujours été problématique dans les régions méditerranéennes, mais elle l'est devenue, aujourd'hui, également dans beaucoup de régions tempérées. La proportion des zones côtières et estuaires eutrophisés et pollués a augmenté au cours des dernières années. Cette tendance se poursuivant, l'acidification des eaux intérieures s'accroît.

Enfin, le constat établi aujourd'hui sur la toxicité et l'impact de certaines molécules au sein de produits (le cas de certains pesticides par exemple) utilisés par le passé incitent les autorités à réagir. Ainsi, elles veulent en priorité limiter les dégâts de ces micro polluants sur notre environnement.

C'est pourquoi pour éviter que cette ressource ne devienne un facteur limitant du développement des régions aux besoins importants, une gestion appropriée des ressources disponibles, une planification des usages est nécessaire. Sur le plan qualitatif, une action vigoureuse doit être menée pour enrayer la dégradation de la qualité des eaux afin d'une part de consolider les investissements réalisés jusqu'à présent sur les grandes sources ponctuelles (entreprises, municipalités), et d'autre part de réduire les émissions des sources diffuses (agriculture principalement, et PME). C'est dans cette perspective que s'inscrivent les MAE au sein de la PAC.

Bien que leur activité ne soit pas la seule à avoir un impact sur l'eau, les exploitants agricoles sont souvent désignés comme « les principaux pollueurs » de cette ressource. La politique environnementale au sein de la PAC veut donc enrayer cette image afin de garantir une protection de l'eau tout en conservant une activité agricole sur le territoire. Pour ce faire, plusieurs dispositifs communautaires et nationaux vont être mis en place. D'une part, la PAC accorde un soutien aux investissements visant à améliorer l'état des infrastructures d'irrigation

---

<sup>19</sup><http://www.planetecologie.org> - *Agriculture pour le développement rural* -

et à permettre aux agriculteurs de recourir à des meilleures techniques d'irrigation. De plus, elle protège également la qualité des eaux en termes de pesticides et de nitrates. Certaines de ces mesures restent incitatives, alors que d'autres sont désormais obligatoires depuis la réforme de 2003.

## **A. Les mesures facultatives ou obligatoires hors CTE et CAD**

### ***1. Les programmes régionaux***

Dès l'instauration des programmes régionaux, nous avons vu en France se mettre en place certaines **MAE particulièrement destinées à assurer la protection qualitative de l'eau et/ou à limiter les émissions polluantes de l'agriculture**. Il s'agit d'opérations zonales qui reposent sur un cahier des charges-types susceptible d'être adapté au niveau régional et pouvant être appliqué à certains périmètres de captages, aux rives des cours d'eau ou aux zones sensibles à l'érosion. Trois types de mesures ont été envisagés : les réductions d'intrants, la reconversion des terres arables en herbages extensifs ou le retrait à long terme. Ces mesures représentent 19 % des contrats mis en oeuvre dans le cadre de programmes régionaux agri-environnementaux<sup>20</sup>.

### ***2. Le Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole***

En octobre 1993, à l'issue d'une large concertation avec les organisations professionnelles agricoles, les ministères chargés de l'agriculture et de l'environnement ont adopté un **Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole** : le PMPOA. Ce programme a été lancé le 1er janvier 1994 et a notamment pour but de répondre à la stigmatisation du rôle de l'agriculture dans la dégradation de la qualité de la ressource eau. Prévu pour une durée de 5 ans au départ, puis reconduit par la suite, ce programme correspond à la traduction opérationnelle, d'une part, des actions conduites au sein du CORPEN (Comité d'Orientation pour la Réduction de la Pollution des Eaux par les Nitrates) sur l'effet des nitrates, d'autre part, de l'accord politique signé, en 1992, entre le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) et le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (MATE). Le but est alors d'intégrer l'agriculture au sein des dispositifs des Agences de l'eau. Le PMPOA est conduit en partenariat politique, financier et technique avec les grandes organisations professionnelles agricoles, les six Agences de l'eau, les instituts techniques de production animale, la Confédération Paysanne (syndicat agricole alternatif) et France Nature Environnement (organisation de la protection de l'environnement).

---

<sup>20</sup> Agence Européenne de l'Environnement

Ce programme comporte à l'origine 3 volets :

- ü Maîtrise de la pollution par les déjections animales
- ü Maîtrise de la pollution par les produits phytosanitaires
- ü Maîtrise de la pollution par les nitrates

Aujourd'hui, seul le premier volet, portant sur l'élevage a été mis en oeuvre. Le programme relatif à l'élevage recouvre la poursuite de deux objectifs indissociables. Il s'agit pour le premier de réaliser les travaux de mise aux normes des bâtiments d'élevage dans les exploitations (création de capacités de stockage pour pouvoir ajuster l'épandage). Le second objectif tient dans l'incitation à la mise en oeuvre de bonnes pratiques agronomiques d'épandage.

La collaboration de l'éleveur au PMPOA est contractuelle et volontaire, elle est subordonnée à la réalisation d'une étude qui conditionne l'accès aux aides publiques intégrées au projet qui sont supportées à parité par l'Etat, les collectivités territoriales et les Agences de l'eau.

Le PMPOA a été suspendu en 2000 pour son absence de fondement aux yeux de l'Union Européenne (puisque les éleveurs bénéficient d'aides pour respecter la réglementation qui de toute façon s'impose à eux) et son manque d'efficacité apparent (60 % des effluents d'élevage auraient été maîtrisés alors que le montant des aides accordées s'élève à 2 milliards d'Euros soit deux fois plus que le montant initialement programmé<sup>21</sup>). Entre 1994 et fin 2001, 36 000 contrats ont été signés dont près de 60 % signés en zones vulnérables<sup>22</sup>.

La procédure a pourtant été relancée en 2002 selon une nouvelle orientation territorialisée (PMPOA 2). Sont désormais concernées spécifiquement toutes les exploitations situées en zone vulnérable, quelle que soit leur taille. **Celles-ci devront respecter les dispositions des programmes d'action de la directive «nitrates» avant le 31 décembre 2006.** Restent également éligibles les élevages classés en ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) situés hors zone prioritaire mais dont le cheptel est supérieur à 90 UGB (70 UGB dans le cas d'exploitations d'agriculteurs de moins de 40 ans installés depuis moins de cinq ans). Cependant, la restriction d'éligibilité des exploitations depuis 2002 à ces aides n'est-elle pas un retour en arrière de la politique environnementale ?

Souvent perçues par les exploitants agricoles comme des contraintes financières sans bénéfice immédiat, les autorités mettent en avant leurs nombreux avantages. Avant tout, elles

---

<sup>21</sup> [http : //www.ifen.fr](http://www.ifen.fr)

<sup>22</sup> [http: //www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr)

peuvent permettre une utilisation plus « rationnelle » des engrais de ferme et donc une meilleure maîtrise des coûts de fertilisation. Elles contribuent également à l'amélioration des conditions de travail de l'éleveur. De plus, la maîtrise des pollutions générées par les activités d'élevage permet de réduire, voire d'annuler, la redevance « pollution » due aux Agences de l'Eau. Par ailleurs, le non respect des normes en vigueur accroît considérablement le risque de pollution des milieux aquatiques et expose les exploitants à des sanctions financières prises au titre de la police de l'eau et de la pêche. De même qu'aujourd'hui, un non respect de la directive sur les nitrates, de ses plans d'actions en zones vulnérables peut priver l'éleveur d'une partie aides attribuées dans le cadre de la PAC en vertu du principe de conditionnalité.

Ainsi, les outils pour prévenir la pollution des eaux par les activités d'élevage, au départ basés sur le volontariat des exploitations sont devenus désormais obligatoires. La promotion réalisée par les autorités pour inciter les exploitants dans une démarche environnementale a évolué. En effet, selon les autorités, l'engagement de l'exploitant aura, bien entendu, un impact positif pour l'environnement, mais permettra également un gain financier pour l'exploitation. De ces constats, on peut supposer que la logique environnementale semble pouvoir se greffer à la logique d'exploitation, qui permettra, « peut être » une meilleure acceptation de ces obligations par le milieu agricole.

Cependant, certaines inadéquations peuvent venir atténuer les résultats positifs attendus, cités ci-dessus. D'une part, le système de redevance à l'agence de l'eau est imposé à certaines exploitations qui n'étaient pas, jusque là, soumis à ce régime. Il semble donc illogique que la mise aux normes de bâtis soit couplée avec « une taxe de pollution ». Par ailleurs, dans la majorité des cas, les pollutions diffuses sont impossibles à contrôler, et dans le cas contraire les pénalisations et le risque d'être pénalisé sont très faibles. On peut dès lors penser que cette police, davantage chargée de l'instruction des dossiers d'autorisation, est inefficace. Ainsi, les objectifs espérés par l'application de ce système peuvent-ils être atteints ?

### ***3. Les opérations Ferti-Mieux***

Des programmes d'actions quadriennaux, ayant pour objectif la restauration de la qualité des eaux, ont également été mis en oeuvre par arrêtés préfectoraux. Ce sont les opérations **Ferti-mieux**. Au 1er juin 1998, 62 départements avaient signé leur programme. Ces opérations uniques en Europe ont été lancées en 1991 par l'Association Nationale pour le Développement Agricole (ANDA) à la demande du Ministère de l'Agriculture, des Organisations Professionnelles agricoles, avec la participation des Agences de l'Eau et du Ministère de l'Environnement.

Elles consistent à engager les agriculteurs d'une région naturelle dans une action volontaire pour changer leurs pratiques culturales et d'élevage suivant un cahier des charges exigeant. En effet, les exploitations sont souvent situées dans des zones où s'effectue des

captages d'eau destinée à la consommation humaine. Ces opérations correspondent à une volonté d'intégration de l'agriculture dans la politique locale de l'eau. L'attribution du label Ferti-Mieux reconnaît la qualité des moyens mis en oeuvre pour préserver les ressources en eau.

Pour chaque opération Ferti-mieux, il est constitué un comité de pilotage qui regroupe l'ensemble des partenaires concernés par la qualité de l'eau. Un diagnostic est établi par les spécialistes pour élaborer un programme de conseils aux agriculteurs sur les pratiques de gestion de l'azote (engrais minéraux, effluents d'élevage, travaux du sol). Une évaluation de la mise en œuvre des pratiques conseillées est réalisée pour constater les progrès accomplis. Elle permet de renouveler le label (généralement tous les deux ans).

Concrètement, en adoptant le label Ferti-Mieux, les agriculteurs s'engagent à modifier leurs pratiques en matière de gestion de l'azote. Ils apprennent à apporter la dose d'azote adaptée aux besoins de la culture, à fractionner cette dose en l'apportant au moment où la plante en a vraiment besoin, et à implanter un couvert végétal permettant de limiter le lessivage hivernal. Une meilleure gestion des engrais dans les champs signifie réduire les pertes de nitrates dans les rivières et dans les nappes et ainsi réduire les apports pour les cultures suivantes. Ces opérations en 2002 ont concerné 30 000 agriculteurs et 1,9M d'ha répartis en 54 actions petits bassins versants sur tout le territoire (toutes situées en zones vulnérables)<sup>23</sup>.

#### ***4. Les opérations Phyto-mieux***

L'association **Phyto-mieux** a pour objectif de promouvoir une bonne utilisation des produits phytosanitaires afin d'assurer la qualité des productions agricoles, la sécurité des utilisateurs ainsi que la protection de l'environnement. Ces actions sont basées essentiellement sur la communication.

Son objectif est triple :

- ü Faire l'interface entre les connaissances scientifiques et leur application pratique par les utilisateurs de produits phytosanitaires.
- ü Mobiliser, sensibiliser et diffuser des messages communs et cohérents auprès des agriculteurs sur la meilleure utilisation de ces produits.
- ü Valoriser auprès du grand public les actions de prévention qui témoignent de l'implication de la filière agricole dans le domaine de l'environnement.

---

<sup>23</sup> **SENAT** (2002-2003)- *La qualité de l'eau et de l'assainissement*- rapport 215 tome 2 (2002-2003) - office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Concrètement, l'association Phyto-mieux peut permettre l'amélioration des performances et l'efficacité des pulvérisateurs. Elle a un rôle de conseil pour optimiser l'emploi des produits et des matériels. Enfin elle recherche des solutions techniques afin de maîtriser les risques pour l'utilisateur et l'environnement.

## **B. Les mesures contractualisées au sein des CTE<sup>24</sup> et/ou CAD**

Les actions citées ci-dessous correspondent aux mesures types du catalogue région Centre répondant à l'enjeu eau et/ou biodiversité dans les zones humides. Au total, 26 mesures au sein des CTE (et 11 mesures au sein des CAD), qui ont un effet plus ou moins direct sur la gestion qualitative ou quantitative de l'eau, mais également sur la gestion des paysages aquatiques ont été recensées. Ces mesures sont déclinées en sous actions répondant aux différents types d'exploitations. Par souci de clarté, elles seront regroupées dans ce mémoire par domaine d'actions. Leur détail et leur appellation au sein des CTE ou CAD peuvent être consultés en annexe I.

ü **Reconversion des terres arables en prairies permanentes ou temporaires** (herbage extensif) : cette mesure peut permettre de limiter le ruissellement et l'érosion des sols et des niveaux d'intrants. Le choix de la localisation de la mesure est primordial quant à l'efficacité visée (périmètre de captage, fonds de vallée...). Ce dispositif a un effet direct et connu sur les pollutions diffuses d'origine agricole. La détermination des parcelles contractualisées par les agriculteurs est-elle uniquement réalisée pour répondre à ces enjeux environnementaux ?

ü **Allongement des rotations en diversifiant les cultures dans la rotation** : cette mesure peut répondre de façon indirecte à l'enjeu eau. En effet, l'introduction de nouvelles cultures sur les parcelles permet une utilisation de produits phytosanitaires ou de fertilisants différents et ainsi varier les apports voire dans certains cas les diminuer...

ü **Implantation d'une Culture Intermédiaire Pièges A Nitrates nommée CIPAN** : cette mesure permet de diminuer la surface des sols nus en hiver et ainsi éviter les lessivages des sols. Elle permet, par conséquent de limiter les niveaux d'intrants à fournir pour les cultures suivantes. De plus, ces cultures ont également pour rôle de couper le cycle des rotations lorsque l'agriculteur plante deux années de suite la même culture, et ainsi éviter les maladies. La plantation des CIPAN par les agriculteurs est-elle réalisée uniquement pour

---

<sup>24</sup> **POCHON Y.** mai 2002, *-Bilan et perspectives de l'utilisation des CTE dans le domaine des milieux aquatiques-*, Synthèse bibliographique, MST Ingénierie des Milieux Aquatiques et Corridors fluviaux, Tours

améliorer la qualité de l'eau, ou se greffe-t-elle à une politique d'exploitation, c'est-à-dire de rentabilité pour l'exploitant ?

ü **Implantation de dispositifs enherbés d'une largeur variable selon les départements** : ces bandes, appelées zones tampons permettent de diminuer considérablement les quantités de matières polluantes minérales ou organiques pouvant ruisseler vers les zones humides, plus particulièrement les cours d'eau. La pertinence de la mesure est liée au lieu d'implantation de tels dispositifs.

ü **Localisation pertinente du gel PAC** : cette mesure vise à lutter contre le ruissellement et l'érosion, ainsi la gestion qualitative de l'eau. Une localisation pertinente aux abords de périmètres de captage ou aux bords de cours d'eau est la condition nécessaire à l'utilité de cette mesure. La localisation du gel pertinent par les exploitants est-elle réellement déterminée par des considérations environnementales ?

ü **La plantation, réhabilitation et entretien de haies ou d'alignement d'arbres** : cette mesure permet de lutter contre l'érosion et le ruissellement et ainsi de gérer la qualité de l'eau. Cette mesure inscrite au sein des CTE et CAD n'était-elle pas réalisée de fait par les exploitants, voulant préserver le potentiel de leur terre ?

ü **Remise en état de berges** : cette action vise une gestion et un entretien écologique des cours d'eau via le débroussaillage, l'enlèvement d'embâcles du cours d'eau et l'interdiction de fertilisation à moins de 10 mètres de la berge. Cette dernière obligation est-elle un frein dans la souscription de cette mesure ?

ü **Création, entretien, restauration de mares** : ces mesures visent à limiter la dégradation de milieux aquatiques due à l'absence d'entretien pendant une longue période.

Ces deux dernières mesures montrent réellement le rôle multifonctionnel que peut avoir l'agriculteur. En effet, ces mesures n'auront pas pour objectif direct de préserver son outil de travail, c'est-à-dire la terre, mais davantage entretenir la qualité de l'environnement dans son ensemble.

ü **Modification des traitements phytosanitaires** en développant des méthodes de lutte raisonnée ou biologique : cette mesure vise le raisonnement des pratiques d'utilisation de phytosanitaires pour limiter le risque de transfert vers les milieux aquatiques.

ü **Modification de la fertilisation via diverses actions** : ces mesures proposent le remplacement d'une fertilisation minérale par une fertilisation organique afin d'adapter ou de réduire les apports en fertilisants. Elles offrent plusieurs options aux agriculteurs. Outre l'amélioration de la qualité de l'eau, elles permettent d'accompagner la mise en place de la directive nitrate et d'une gestion des apports azotés.

Concernant les deux mesures citées précédemment, il faudra s'interroger sur la faisabilité de la mise en place de ces mesures ? Permettent-elles le maintien d'un rendement



minimal pour l'agriculteur ? Si non, les compensations assureront-elles le maintien d'un revenu minimum à l'agriculteur ?

ü **Compostage des effluents d'élevages** : cette mesure permet de financer l'équipement des exploitations d'élevages en fosses étanches pour le lisier par exemple ou de réaliser des analyses pour permettre le raisonnement de l'épandage.

ü **Adaptation des modes de cultures à la gestion des espaces naturels** : ces mesures ont surtout des objectifs de respect de la biodiversité par des pratiques de fauches modifiées ou la non utilisation de produits phytosanitaires. Ces pratiques plus respectueuses de l'environnement pourront indirectement avoir un effet sur la qualité de l'eau induit par la réduction d'intrants.

ü **Gestion contraignante d'un milieu remarquable** : les multiples actions qui découlent de cette mesure sont particulièrement adaptées à la gestion des zones humides en intégrant les contraintes de ces espaces tout en garantissant des pratiques respectueuses de ces milieux. Les niveaux de gestion proposés dans cette mesure sont proches de la gestion effectuée sur certains espaces protégés. Respecter ces normes n'est-il pas trop contraignant pour l'agriculteur ?

ü **Ouverture de parcelles embroussaillées** : ces mesures visent davantage l'entretien des milieux naturels humides et non directement la qualité de l'eau. Ces espaces sont souvent des terres en zone humide où le travail de labour est difficile, donc elles sont inexploitées. La mesure n'apparaît-elle plutôt pas comme une aubaine pour l'exploitant qu'une réelle volonté de sauvegarder un environnement de qualité ?

ü **Gestion extensive de la prairie par fauche ou pâturage** : ces mesures visent des techniques de gestion très peu agressives envers le milieu (pas de fertilisation minérale, pas de travail du sol) et permettent ainsi indirectement d'améliorer la qualité de l'eau.

### **C. Les Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales<sup>25</sup>**

La première BCAE s'appliquant à l'eau concerne **la mise en place de surfaces avec un couvert environnemental localisées de façon pertinente**. Ces dernières protègent les sols des risques érosifs et permettent de limiter les risques de pollutions diffuses dans les sols

---

<sup>25</sup> **Chambres d'agriculture**, Décembre 2004, *-La nouvelle politique agricole commune Conditionnalité 2005*, Livret I et II d'informations pour les exploitants agricoles

Article 5 et Annexe IV du règlement (CE) 1782/2003

et les eaux. La protection des eaux courantes est particulièrement assurée par la localisation de ces surfaces en bandes le long des cours d'eau. Cette surface doit être égale à 3 % de la surface en céréales, en oléoprotéagineux, lin, chanvre et gel de l'exploitation et se localiser de façon prioritaire sous forme de bandes le long des cours d'eau. En l'absence de cours d'eau, cette exigence peut prendre la forme de parcelles entières. Pour 2005, n'étaient pas concernés par cette mesure les exploitants répondant au statut de « petit producteur » (non soumis à l'obligation de gel, production équivalente à 92 tonnes de céréales maximum). Cependant, leur situation pour l'année 2006 n'est pas encore à l'heure actuelle clairement définie. Ils doivent donc se renseigner auprès de leur DDAF. La mise en place de cette règle induit la réalisation de divers contrôles par les autorités.

Dans un premier temps, les services de l'Etat vérifient la présence d'un couvert sur cette surface ou en attente de le recevoir. Les couverts implantés avant le 1<sup>er</sup> mai 2005, durant une période minimale du 1<sup>er</sup> mai au 31 août, doivent être ceux autorisés dans l'arrêté du département. De plus, cette surface doit être localisée prioritairement le long des cours d'eau figurant en traits pleins sur la carte IGN au 1/25 000ème la plus récente du département. Ainsi, les cours d'eau correspondent uniquement aux écoulements permanents et n'inclut donc pas les fossés ne possédant qu'un écoulement en hiver. De plus, même s'ils sont inscrits en traits pleins sur les cartes IGN, les canaux d'irrigations, les canaux bétonnés, les digues, les canaux busés, ne sont pas considérés comme des cours d'eau dès lors que les opérations ont été réalisées conformément à la réglementation. Les largeurs minimale et maximale prises en compte pour les bandes enherbées sont de 5 mètres minimum, et de 10 mètres maximum (ou tout autre largeur définie précédemment par arrêté préfectoral pour cette mesure). Le second point de contrôle porte sur la vérification de l'entretien de ces couverts et la non utilisation de fertilisants et de produits phytosanitaires. Ainsi, l'entretien de ces couverts doit se faire par fauchage ou broyage.

Lors de l'avancée de la rédaction de ce mémoire, on pourra s'interroger sur la pertinence de cette mesure et son efficacité. Ces bandes étaient-elles présentes avant la réforme ? Permettent-elles véritablement une protection de l'eau ?

La seconde mesure appartenant au BCAE concernant l'eau correspond **au respect des prélèvements à l'irrigation en système de grandes cultures**. Celle-ci a pour objectif une bonne maîtrise de l'irrigation afin de conserver la structure des sols en évitant les effets de tassements et d'entraînement des couches supérieures du sol. Sont concernés par cette mesure tous les exploitants agricoles bénéficiant de l'aide spécifique irrigation. Cette mesure ne permet pas directement de fixer des limites de prélèvements d'eau. En effet, ces restrictions ou interdictions d'irrigation à partir de cours d'eau identifiés se fera via des arrêtés

préfectoraux. Ces derniers fixent les modalités de prélèvement sur les différents cours d'eau du département.<sup>26</sup> Pour répondre à cette condition, l'exploitant doit être en possession d'un récépissé de la déclaration d'autorisation de prélèvement et d'un moyen d'évaluation approprié des volumes prélevés.

On pourra donc par la suite évaluer les changements apportés par la mise en place de cette BCAE ? Était-elle réalisée auparavant par les agriculteurs sans pour autant leur être imposée telle une obligation réglementaire ?

Enfin, la troisième condition qui peut avoir une influence sur la qualité de l'eau correspond à la **mesure diversité des assolements**. En effet, celle-ci a des effets directs sur la matière organique des sols et leurs structures et indirectement sur l'eau. En effet, le changement de culture sur les parcelles permet, l'utilisation de produits variés en moindre quantité et ainsi permet d'éviter une trop grande accumulation des résidus chimiques dans les cours d'eau alentours.

Ainsi, les exploitants agricoles doivent cultiver au moins trois cultures ou deux familles de cultures différentes sur leur surface cultivée.

## **D. Le respect des directives**

Selon le principe de la conditionnalité des aides, l'exploitant doit désormais répondre aux directives européennes. Ces règles à mettre en place dès 2005 pour certaines et en 2006 ou 2007 pour d'autres, ont été retranscrites en droit français. Trois directives concernent plus spécifiquement le domaine de l'eau :

ü **La directive concernant la protection des eaux contre les nitrates** énoncée aujourd'hui via le 3<sup>ème</sup> programme d'actions en zone vulnérable a pour objectif de limiter la présence de quantités excessives de nitrates d'origine agricole dans les eaux de surface et les eaux superficielles.

Cette directive s'est appliquée sur le territoire français par étapes successives. Adoptée en 1991 et transposée par un premier décret en août 1993, la première étape de sa mise en œuvre a conduit à définir un code de bonnes pratiques agricoles (arrêté du 22/11/93) et à déterminer des zones vulnérables dans les 6 agences de bassin (zones dont les teneurs en nitrates excèdent 50 mg/l ou qui risquent de dépasser ce seuil).

La seconde étape de sa mise en place s'est faite à travers le décret de janvier 2001 relatif aux 2<sup>nd</sup> programme d'action (2001-2003) à mettre en œuvre dans les zones vulnérables

---

<sup>26</sup> **Préfecture d'Indre et Loire, DDAF, Délégation inter service de l'eau et de la nature**, août 2005, arrêté portant limitation ou suspension temporaire des usages de l'eau dans certains cours d'eau d'Indre et Loire

afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Ainsi, ce programme rend désormais obligatoire dans chaque zone vulnérable la tenue de documents de gestion de la fertilisation et définit des objectifs et des normes quantifiés (période d'interdiction d'épandre certains types de fertilisants, capacité minimum des fosses de stockage des effluents compte tenu des possibilités d'épandage de certains traitements, pratique d'une fumure raisonnée, plafond des quantités d'effluents d'élevage épandues...)

Compte tenu de la courte durée du 2<sup>nd</sup> programme d'action, la mise en application du 3<sup>ème</sup> programme d'action (2003-2007) a été très proche, voire identique, du précédent programme. La circulaire de septembre 2004 a permis de fixer les modalités d'application concrètes de ce programme dans chaque département.<sup>27</sup> Il en ressort, que les actions insistent sur l'importance des mesures comme l'équilibre de la fertilisation azotée, la couverture des sols à l'automne, la tenue des cahiers d'enregistrement et des plans prévisionnels de fumure comme le dictait le précédent programme. Ainsi, pour percevoir les aides, l'exploitant devra élaborer ces documents qui devront être tenus à jour afin de répondre à tout contrôle des autorités. De plus, l'obligation pour chaque exploitation de respecter le plafond de 170 kg d'azote organique provenant d'effluents d'élevage par hectare de surface épandable est rappelée. De même, les périodes d'épandage et les distances minimales par rapport aux points d'eau d'épandage sont maintenues. Enfin, le contrôle pourra également s'effectuer sur la présence de capacités de stockage des effluents suffisantes et d'installations étanches. Au total, 7 points de contrôles concernant cette directive conditionneront les aides de l'agriculteur. D'autre part, cette circulaire introduit l'obligation de soumettre le projet d'arrêté préfectoral aux services régionaux de l'État afin d'assurer la cohérence des mesures inscrites dans les programmes d'actions départementaux d'une même région. En février 2004, la surface nationale classée en zone vulnérable était de 23,9 millions d'hectares, soit 44 % de la superficie nationale.

ü **La directive concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.** Celle-ci s'est traduite par les décrets du 05/05/94 et du 04/04/01. Ainsi, l'exploitant devra utiliser des produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché, en respectant les exigences prévues, figurant sur l'étiquette du produit. Afin de pouvoir effectuer le contrôle de cette mesure conditionnant les aides perçues, la réforme prévoit l'élaboration d'un registre phytosanitaire par chaque exploitant. Ce cahier recensera les informations sur les modalités de traitement des différentes parcelles de l'exploitation.

---

<sup>27</sup> **La ministre de l'écologie et du développement durable, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales**, Septembre 2004 - *Modalités de mise en œuvre du 3<sup>ème</sup> programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991*- Circulaire 11 septembre 2004, Bulletin officiel

ü **La directive concernant la protection des eaux souterraines** traduite par la loi sur l'eau en 1992. Ainsi, pour percevoir ces aides, l'exploitant devra attester de l'absence de procès verbal dressé à parti du 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour rejets de substances interdites visées avec responsabilité avérée de l'exploitant.

## E. Synthèse des mesures sur l'eau au sein de la politique agricole

Types de mesures	Degré d'implication de l'agriculteur	Objectif de la mesure
<b>Programmes régionaux</b>	Basés sur une démarche volontaire de l'exploitant en échange de subventions	Assurer la protection qualitative de l'eau à travers le respect d'un cahier des charges-types.
<b>PMPOA</b>	Basé sur le volontariat, puis devenu obligatoire pour tout élevage en zones vulnérables et grandes exploitations	Limiter la dégradation de l'eau par les effluents agricoles
<b>Ferti-mieux</b>	Basé sur une démarche volontaire de l'exploitant en échange d'un label de reconnaissance	Changement des pratiques culturales et d'élevages afin de limiter les apports en azote
<b>Phyto-mieux</b>	Basé sur l'information et la promotion de méthodes respectueuses de l'environnement	Sensibiliser les exploitants à des techniques de traitements respectueuses de l'environnement
<b>Mesures CTE/CAD</b>	Basées sur une démarche volontaire de l'exploitant en échange de subventions	Sensibiliser l'agriculteur à son environnement, lui faire adopter des pratiques culturales respectueuses de l'environnement (fertilisation, utilisation de produits phytosanitaires), assurer la protection de la qualité de l'eau, entretenir les cours d'eau dans un bon état...
<b>BCAE</b>	Obligation pour chaque exploitation selon le principe de conditionnalité des aides	Diminuer la pollution en nitrates dans les cours d'eau et contrôler l'irrigation en zones de grandes cultures
<b>Directive concernant la protection des eaux contre les nitrates</b>	Obligation pour toutes les exploitations situées en zones vulnérables selon le principe de conditionnalité des aides	Limiter les apports en nitrates (dus à la fertilisation des terres) via diverses mesures
<b>Directive concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques</b>	Obligation pour chaque exploitation selon le principe de conditionnalité des aides	Contrôler les apports de produits phytopharmaceutiques sur les terres exploitées
<b>Directive concernant la protection des eaux souterraines</b>	Obligation pour chaque exploitation selon le principe de conditionnalité des aides	Stopper la pollution des eaux souterraines par le contrôle de la situation de l'exploitant

*Tableau n°1 : Synthèse des mesures de protection de l'eau au sein de la politique agricole*  
*Réalisation : F. RENAULT*

*Afin de pouvoir répondre aux diverses interrogations sur l'application de ces mesures et leur efficacité, une étude de terrain sur le bassin versant de l'Olivet a été nécessaire. Ce travail constitue la troisième partie de ce mémoire. Il est intéressant de cerner les raisons qui ont entraîné les exploitants à s'impliquer ou non dans une démarche environnementale. Ce recueil d'informations permettra par la suite de connaître les contraintes et les avantages de ces démarches.*

*D'autre part, les entretiens menés auprès des exploitants me permettront de savoir quels ont été les changements apportés par la mise en place « obligatoire » des directives et des BCAE ? Sont-elles perçues telles des contraintes (surplus de travail administratif) ou étaient-elles déjà appliquées auparavant ? En outre, comment les exploitants perçoivent-ils la mise en place d'un couvert environnemental ? Jugent-ils « l'obligation » d'appliquer cette mesure nécessaire et efficace ?*

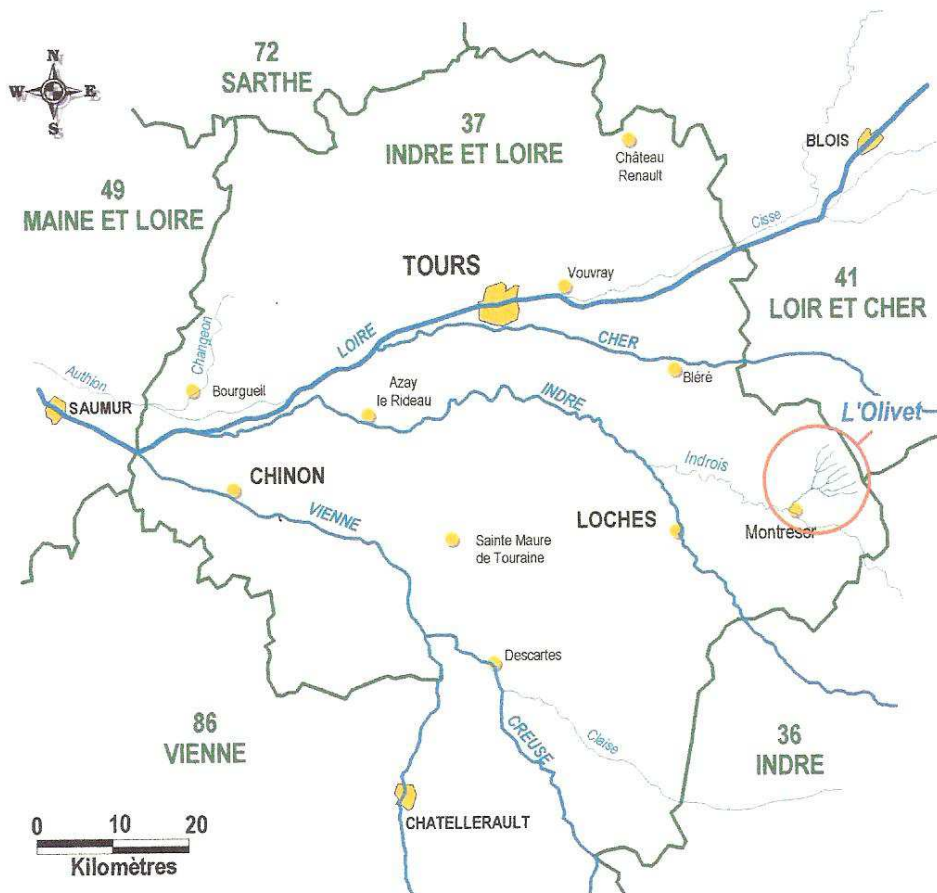
## PARTIE III : ETUDE DE TERRAIN

### **A. Présentation du territoire d'étude**

Le bassin versant de l'Olivet de forme triangulaire isosèle, suivant l'axe Nord Sud, couvre une surface de 85 km<sup>2</sup>. Ce territoire se situe au centre du triangle Tours-Châteauroux et Blois et appartient à la gâtine de Loches et Montrésor qui se prolonge à l'est par le Boischaut Nord. Il s'étend sur deux communes d'Indre et Loire : Orbigny et Beaumont Village.

#### ***1. Réseau hydrographique***

Le ruisseau de l'Olivet, situé au Sud Est du département d'Indre et Loire (37), est un affluent de rive droite de l'Indrois, lui-même affluent de l'Indre. Ce cours d'eau s'écoule dans le Lochois au travers des communes d'Orbigny et de Beaumont Village situées à environ 70 km de Tours. D'une longueur totale de 13,5 km, il s'écoule sur un substrat stable composé d'argile et de graviers. L'exutoire se situe à 90 m. L'altitude et la pente moyenne sont respectivement de 136 m et de 0.69 %. Ses affluents, au nombre de 10, sont disymétriquement répartis de part et d'autre de l'Olivet et forment un réseau de type dendritique.



**Carte n°1 : Localisation du bassin versant de l'Olivet en Indre et Loire (37)**  
**Source : Chantier Ecole Juin 2001 par IMACOF, Tours**



## **2. Occupation des sols<sup>28</sup>**

Concernant l'occupation du sol, selon les données du RGA2000, l'activité agricole reste importante sur ce bassin versant bien que la superficie et les actifs au sein de ce secteur aient diminué similairement au reste de la France. En 2000, la superficie agricole utilisée communale (pour l'ensemble des deux communes) est de 4 839 ha, soit 57 % de la superficie totale du bassin (c'est-à-dire les deux communes).

On peut remarquer l'importance, en terme de superficie, des terres labourables qui représentent **à elles seules 96 % de la SAU soit 54 % du bassin**. Au contraire, **la surface totale toujours en herbe est réduite et ne représente que 3,5 % de la SAU**.

L'activité polyculture - élevage, présente sur ce territoire, ne constitue désormais plus l'activité principale. En effet, **la surface fourragère principale ne représente aujourd'hui que 17,5 % de la SAU totale**. A noter que, de 1970 à 2000, le cheptel laitier a été divisé par trois ce qui explique la déprise des fonds de vallée et la forte réduction de surface des prairies permanentes. La réduction sensible d'animaux herbivores a eu pour effet de se priver de surface fourragère ne recevant pas de pesticide et dont le rôle dans l'épuration des eaux ne peut être négligé.

Au contraire, les **terres destinées aux céréales sont prépondérantes** puisqu'en 2000, elles occupent 49 % de la SAU, autrement dit 28 % de la superficie du bassin. Ces régions intermédiaires se sont profondément transformées depuis le début des années 1970. Aujourd'hui, la céréaliculture domine dorénavant au détriment de la polyculture-élevage. Les équilibres se sont déplacés. Au début, le maïs a remplacé les prairies puis ensuite le maïs grain a été abandonné au profit de cultures d'hiver et des oléagineux représentant 17,3 % de la SAU totale. Les petites vallées occupées par les prairies permanentes se sont fermées sous l'influence du boisement (peupleraie) et de la friche.

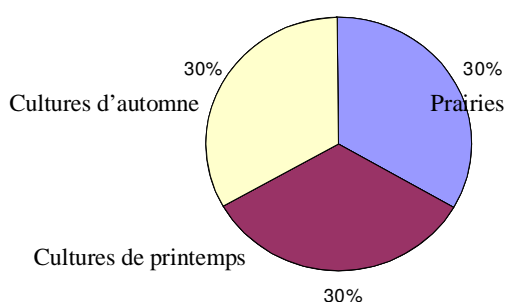
D'autre part, au niveau du bassin, le peuplement forestier occupe 2 350 hectares soit près de 28 % du bassin. Ces espaces forestiers peuvent jouer un rôle positif en tant qu'outil pour l'épuration des eaux qui les traversent.

L'assolement (pourcentage ou surface des diverses cultures pour une année donnée et sur l'ensemble des parcelles) et les rotations (succession pour une parcelle des différentes cultures au cours du temps) au sein des exploitations présentes sur ce territoire ont évolué au fil des années. En 1968, nous avons un assolement équilibré avec 1/3 en cultures d'automne, 1/3 en cultures de printemps et d'été et 1/3 en prairies (prairies naturelles et prairies

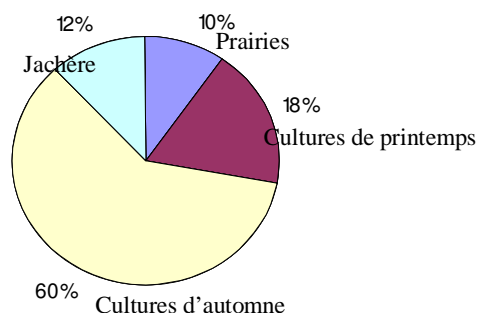
---

<sup>28</sup> RGA2000 Données Communales 37, 2000

temporaires). Depuis, les exploitations se sont spécialisées. En 2001, près de 60 % de la SAU est occupée par les cultures d'automne (colza, blé, orge), 18 % par les cultures de printemps et d'été (maïs ensilage, tournesol), 10 % par les prairies (prairies temporaires essentiellement car les prairies naturelles ont pratiquement disparu) et un peu plus de 10 % par la jachère. Les contraintes socio-économiques agronomiques fortes au début des années 1970 expliquent cette orientation qui privilégie le secteur céréalier. Le choix des cultures d'hiver s'est imposé en raison des contraintes agro-pédo-climatiques très fortes du secteur de Montrésor.



*Graphique n° 1 : L'assolement du bassin versant de l'Olivet en 1968*



*Graphique n° 2 : L'assolement du bassin versant de l'Olivet en 2001*

### **3. Irrigation et drainage**

**Le développement agricole a entraîné l'équipement des parcelles en système de drainage et d'irrigation** au niveau du bassin versant mais également sur l'ensemble de la région Centre.

En effet, plus de 542 600 hectares de terres agricoles sont drainées en région Centre<sup>29</sup>. La progression des terres drainées est un phénomène engagé depuis plusieurs décennies. Cet impluvium aménagé et collecté par un réseau de drains, est susceptible d'influencer le cycle hydrologique à l'échelle des bassins versants ou des nappes souterraines concernées, en quantité comme en qualité. **Ainsi, les transferts de nitrates peuvent y être accélérés et il convient d'en tirer des conséquences pour la conduite de la fertilisation sur ces sols**, à classer en parcelles à risque élevé de pollution diffuse. Sur le plan quantitatif, la superficie supplémentaire drainée depuis 1988 est révélatrice du changement de paysage. De même, cette croissance implique la transformation des conditions de ruissellement et d'écoulement des eaux et donc du transfert des pollutions diffuses. Ces parcelles drainées court-circuitent les bandes enherbées et sont souvent encore plus « vulnérables ». En effet, les nitrates lessivés

<sup>29</sup> Ministère chargé de l'agriculture (Scees), 2000, - recensement agricole -

s'infiltreront avec l'eau dans le sol et échappent à la zone d'absorption des racines. Ils se retrouvent donc plus rapidement et en majeure quantité dans les cours d'eau où l'eau des drains est rejetée. Dès lors, les exploitants ayant fait le choix du drainage doivent en assumer le risque et tenir compte des préconisations de pièges à nitrates, de dosage raisonné...

De même, les équipements d'irrigation se sont également propagés en région Centre et sur ce bassin. L'irrigation devient un point majeur de la gestion équilibrée de la ressource en eau lorsqu'elle représente un volume de prélèvement dont l'ampleur devient significative. Elle concurrence les autres usages et affecte la ressource ou les équilibres biologiques. L'essor des équipements d'irrigation est important par l'ampleur des superficies aménagées sur cette décennie. La dynamique de cette évolution, depuis le recensement de 1988, montre que le développement de ces équipements est lié en partie à la sécheresse qui a marqué la région Centre au début des années 90 et également par l'institution par la PAC en 1992 d'aides directes spécifiques aux cultures irriguées<sup>30</sup>. Les évolutions en pourcentage (doublement de la surface irriguée entre 1988 et 2000) mettent en évidence la rapidité et surtout l'envergure qu'a pris cette évolution, qui a transformé radicalement les conditions de production, le niveau des objectifs de rendements et les volumes d'eau prélevés pour la production agricole. La région compte environ 490 000 hectares irrigués<sup>31</sup>. Elle dispose de ressources en eau suffisantes et compatibles avec une exploitation agricole qui reste maîtrisée. Toutefois la ressource en eau, essentiellement souterraine (nappe de Beauce, Cénomaniens, Albien,...) est partagée avec les départements des régions voisines. Ainsi, une gestion concertée est donc nécessaire. Cependant, avec une telle évolution, les prélèvements peuvent devenir trop massifs par rapport à une nappe peu capacitive (jurassique), ou en présence d'une nappe alluviale trop réduite. La dégradation de la qualité chimique et biologique des eaux risque alors de s'aggraver progressivement.

#### ***4. Enquête sur ce territoire***

Afin de connaître la situation et les raisons de l'engagement ou non des exploitants agricoles un questionnaire a été élaboré. Celui - ci se retrouve en annexe II. Il a été présenté lors de rencontres avec chaque exploitant du territoire. Ainsi, durant ces entretiens, les parcelles contractualisées au sein de CTE ou CAD ont été identifiées, de même que les parcelles adjacentes à un cours d'eau ou à un fossé. Les bandes enherbées (dispositif luttant contre les pollutions agricoles en prévoyant la présence d'un couvert végétal d'une largeur supérieure à 5 mètres le long des cours d'eau) mises en place pour la réforme ou avant la

---

<sup>30</sup> <http://www.centre.ecologie.gouv.fr>

<sup>31</sup> **Ministère chargé de l'agriculture (Scees), 2000, - recensement agricole -**

réforme, ont également été répertoriées. Le second objectif de ces entretiens était de connaître les raisons de l'exploitant de s'engager ou non dans une démarche environnementale et la façon dont s'est fait le choix de contractualisation de parcelles spécifiques sur l'exploitation. Ces informations permettent de cerner la logique de l'exploitant pour ensuite pouvoir la confronter à la logique environnementale de la PAC.

Au final, la situation de 38 exploitations sur le bassin a pu être recensée et 34 opinions de personnes propriétaires ou exploitants de terres agricoles ont été recueillies.

Au sein des 38 exploitations, on compte 16 exploitations de polyculture-élevage (soit 42 %) dont la majorité correspond à des élevages de bovins, 20 exploitations sont céréalières (soit 53 %) et 2 exploitations sont des exploitations particulières ou dont le statut n'a pas été défini. Les chiffres d'enquête sur ce bassin sont donc en cohérence avec la présentation théorique de l'occupation du sol de ce territoire soulignant l'importance, aujourd'hui, du nombre d'exploitations céréalières.

Concernant la surface irriguée exploitée par les différents agriculteurs celle-ci s'élève à 158 hectares, ce qui correspond à 3,6 % de la SAU du bassin versant. A titre de comparaison en France, 5,7 % de la SAU est irriguée<sup>32</sup>, en particulier les parcelles plantées en maïs. Au niveau de la région Centre, ce pourcentage est supérieur au constat effectué sur le territoire étudié puisque 8,4 % de la SAU est irriguée<sup>33</sup>. Ainsi, l'irrigation ne semble pas encore être un problème majeur sur ce bassin comparé à d'autres espaces du territoire français.

Concernant le drainage, 2015 hectares sont gérés par cette technique, ce qui représente 45,7 % de la SAU des exploitants sondés. A l'heure actuelle, un projet est en cours afin de drainer au final 40 % de l'ensemble des terres de la commune d'Orbigny. Contrairement à l'irrigation, ce bassin est en moyenne davantage drainé que la région Centre qui compte 23 % de sa SAU irriguée<sup>34</sup>. A noter que la moyenne nationale de la SAU drainée est de 10 %<sup>35</sup>, ce qui souligne l'importance réelle de cette technique au niveau de ce bassin. Ainsi, le risque de pollution diffuse sur cet espace est donc réel. On pourra s'interroger, par la suite, sur l'efficacité des bandes enherbées le long des cours d'eau sur ce territoire.

---

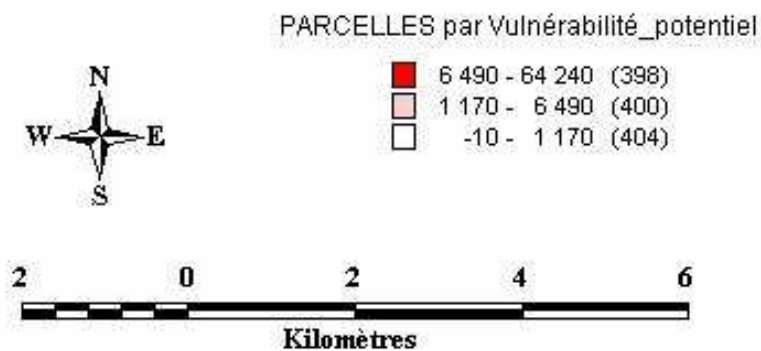
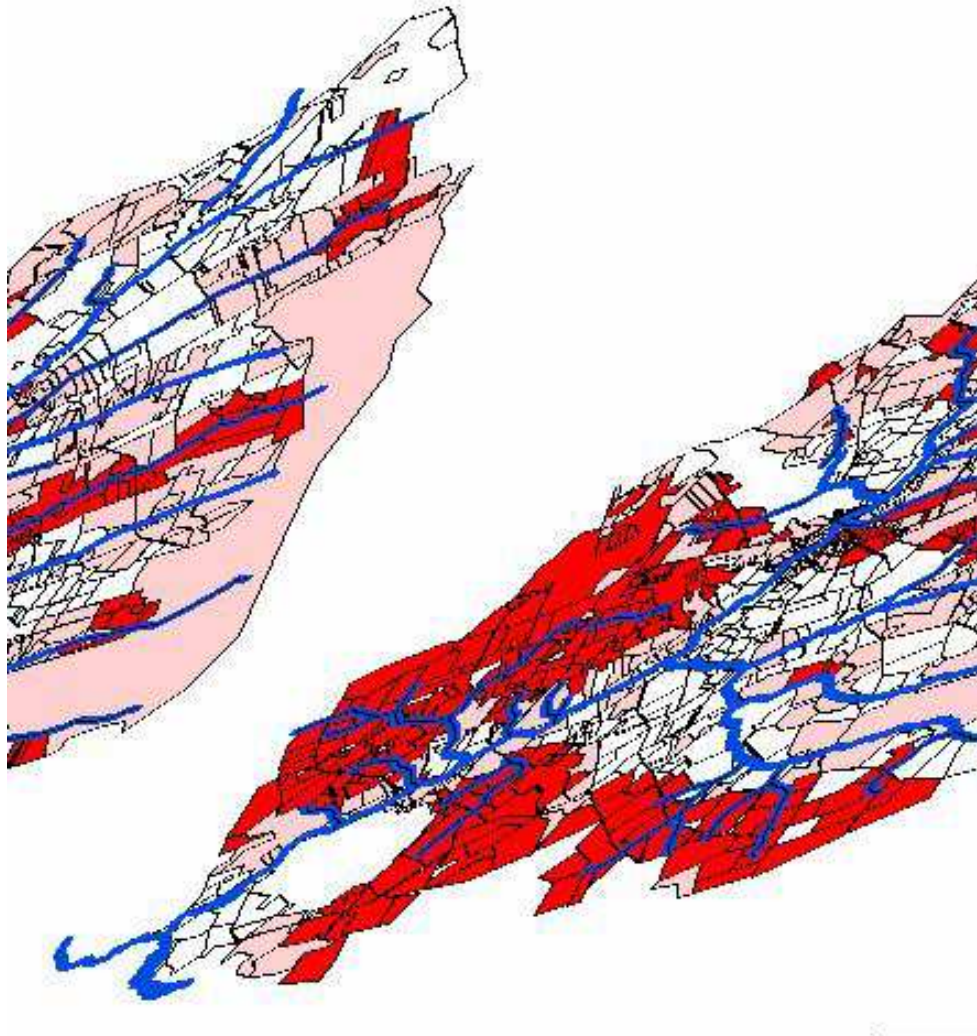
<sup>32</sup> *Le Monde* du 9 août 2005

<sup>33</sup> [www.centre.ecologie.gouv.fr](http://www.centre.ecologie.gouv.fr)

<sup>34</sup> [www.centre.ecologie.gouv.fr](http://www.centre.ecologie.gouv.fr)

<sup>35</sup> [www.centre.ecologie.gouv.fr](http://www.centre.ecologie.gouv.fr)

## 5. Vulnérabilité des parcelles du bassin versant



**Échelle: 1:100 000**

*Carte n°2 : Vulnérabilité des parcelles du Bassin versant de l'Olivet -  
Réalisation : Benoit PIN, Doctorant à l'UMR CITERE*

A savoir que le terme vulnérabilité des parcelles utilisé pour ce mémoire a un lien direct avec le cours d'eau. En effet, une parcelle est dite très vulnérable si sa situation (localisation, utilisation...) pourra avoir un impact direct sur la qualité de l'eau. Le degré de vulnérabilité des parcelles du bassin n'a pu être déterminé qu'à travers les facteurs de pente, localisation (proximité du cours d'eau). Il serait ultérieurement intéressant de le calculer en prenant en compte l'utilisation du sol, qui est sans aucun doute un facteur déterminant mais également la présence ou non sur le sol d'un système de drainage.

Ainsi, nous avons pu obtenir une carte déterminant en rouge les parcelles les plus vulnérables (donc celles qui influencent le plus la qualité de l'eau) et en blanc celles qui ont un impact moindre sur les cours d'eau.

On note qu'environ la moitié des parcelles sont en couleur (rose ou rouge) donc vulnérables, et qu'environ 1/4 des parcelles sont de couleur rouge donc très vulnérables. Il peut être souligné à la vue de la carte que les parcelles adjacentes au cours d'eau ne sont pas toutes très vulnérables alors que certaines situées beaucoup plus loin du cours d'eau mais ayant une pente beaucoup plus importante auront des effets plus prononcés sur la qualité du cours d'eau.

Ces premières remarques révèlent donc que la qualité de l'eau du bassin est très dépendante de ces parcelles et de leur gestion. Il est tout de même important de relativiser ces constats. En effet, la moitié des parcelles sont classées vulnérables. Or comme nous avons souligné ci-dessus, l'occupation du sol n'a pas été prise en compte. Ainsi, la vulnérabilité de la grande parcelle à l'ouest du bassin doit être nuancée puisqu'il s'agit d'une parcelle boisée. Cette occupation aura au contraire tendance à jouer le rôle d'épurateur des eaux et ne constitue, en aucun cas, un risque pour le cours d'eau. Il en est de même pour toutes les parcelles qui sont en prairies permanentes.

## **B. Analyse quantitative des résultats à travers les données statistiques**

Cf Annexe III

### ***1. Contrats environnementaux et nature des exploitations qui l'appliquent***

Sur le bassin versant de l'Olivet, il existe 17 contrats environnementaux. Au sein de ces derniers, 10 sont des CTE collectifs Loches Montrésor élaborés par le Groupement Départemental Agricole (GDA) Loches Montrésor. De plus, 3 autres CTE collectifs différents ont été répertoriés dont le CTE Laiterie (appliqué au sein d'une exploitation en parallèle avec un CTE Loches Montrésor) et le CTE Géline de Touraine. Les 4 derniers contrats correspondent à des CAD.

Sur les 38 exploitations sondées, 16 exploitants ont décidé de s'engager dans cette démarche contractuelle alors que 22 d'entre eux, soit 58 % préfèrent rester en dehors de ces pratiques environnementales contractualisées. Cependant, ces chiffres ne signifient

aucunement que les agriculteurs sans contrats sont en marge de toutes pratiques environnementales intégrées au sein de leur travail.

Afin de souligner l'implication ou non du statut de l'exploitation (ainsi la logique agricole), dans le degré d'engagement des exploitants, il est intéressant de différencier les exploitations qui se sont engagées. Ainsi, sur les 16 éleveurs présents, 9 d'entre eux ont adoptés le CTE, soit 56,5 %. Les CTE sont pratiquement tous des CTE collectifs GDA Loches Montrésor exceptés 3 d'entre eux qui se rencontrent dans des élevages non bovins. Concernant les 20 céréaliers, 4 exploitants uniquement se sont engagés (soit 20 % d'entre eux). L'ensemble de ces CTE sont des CTE GDA Loches Montrésor. Ainsi, on peut en déduire que le CTE GDA Loches Montrésor paraissait beaucoup plus adapté aux exploitations polyculture élevage. Au contraire, il ne semblait pas correspondre, réellement, aux attentes des exploitants céréaliers. Au sujet du CAD, seuls 1 éleveur et 2 exploitants céréaliers se sont engagés dans cette démarche. Malgré un manque de recul par rapport à ces contrats, **on peut supposer que le CAD paraît moins avantageux ou moins adapté aux exploitations de ce territoire qu'auparavant.** Une seconde hypothèse peut également être énoncée : les exploitants qui se sont engagés une première fois dans le CTE ne veulent pas reconduire l'opération en raison des contraintes de la contractualisation ou parce qu'ils n'ont plus aujourd'hui les mêmes besoins qu'auparavant.

**Au final 58 % des exploitants n'ont pas engagé de procédure environnementale (CTE ou CAD),** dont 37,5 % au sein des exploitants éleveurs et 70 % au sein des céréaliers. Les considérations environnementales et l'engagement des exploitants dans les démarches contractuelles semblent être influencés par le statut de l'exploitation. Ainsi, l'application de la politique environnementale par les agriculteurs semble davantage être définie par la logique de l'exploitation dans laquelle elle se trouve que par une logique environnementaliste réelle.

## ***2. Nombre et superficie des parcelles contractualisées***

Le bassin versant de l'Olivet compte environ 1 330 parcelles, dont 123 parcelles sont contractualisées par une MAE concernant l'eau. Ces parcelles représentent ainsi un pourcentage de 9,26 % de l'ensemble des parcelles du bassin versant. Ce pourcentage peut sembler minime, cependant il est à relativiser puisque les parcelles constituant ce bassin ne sont pas toutes dédiées à l'activité agricole. En effet, une partie des parcelles sont boisées ou sont urbanisées. Ces dernières ne peuvent donc se voir appliquer des MAE. Une étude approfondie de l'occupation du sol pour chaque parcelle serait nécessaire afin de souligner la portée réelle du nombre de parcelles contractualisées.

## ***3. Différentes MAE***

A l'heure actuelle, 160 MAE concernant l'eau ont été adoptées par les agriculteurs sur les différentes parcelles du bassin versant. Majoritairement, une seule mesure est appliquée

par parcelle, bien que dans certains cas, elles peuvent se cumuler sur une même parcelle. Ces mesures sont souvent complémentaires et ne nécessitent donc pas un grand travail supplémentaire du fait de l'accumulation de mesures.

Concernant le contenu de chaque mesure (énoncé sous leur appellation des CTE que l'on retrouve à l'annexe I), **on note une préférence pour certaines mesures par les agriculteurs. En effet, 2 mesures ont été majoritairement élues : la mesure 3,1 (diminution des surfaces en sol nu l'hiver par une culture intermédiaire)** qui s'applique sur 46 parcelles, soit 28,8 % des parcelles contractualisées et **la mesure 2,1 (allongement et diversification des cultures dans la rotation)** que l'on retrouve sur 39 parcelles soit 24,4 % des parcelles contractualisées. Le choix de ces mesures peut s'expliquer par l'élaboration du CTE collectif Loches Montrésor qui prévoit l'application de celles-ci. Sur ce terrain, l'application de ces 2 mesures paraît donc tout à fait réalisable.

Ensuite, on peut noter que la mesure 4,2 est appliquée sur 20 parcelles, la mesure 20,1 sur 18, la mesure 4,1 sur 16, la mesure 6,2 sur 12, et la mesure 1,1 sur 8 parcelles. A noter que la mesure 4,2, 4,1, 1,1, sont des mesures qui se trouvent dans le contrat Loches Montrésor, les mesures 4,2 et 4,1 consistant à implanter des dispositifs enherbés en remplacement d'une culture arable paraissent donc également accessibles aux agriculteurs. De même, la mesure 20,1 qui prévoit la gestion extensive des pâturages ne semble pas apporter trop de contraintes aux agriculteurs.

**Les autres mesures pour la préservation de la qualité de l'eau ne sont pas ou très rarement choisies. Le nombre de mesures inutilisées s'élève à 19 soit 73 % des mesures concernant la protection de l'eau.** Autrement dit, seulement 17 % de l'ensemble des mesures sont choisies par les agriculteurs de ce territoire et semblent donc adaptées à leur exploitation. Ce constat met en évidence le fait que certaines mesures sont perçues par les agriculteurs trop contraignantes et/ou dont la compensation des aides semble insuffisante. A noter que certaines mesures répertoriées pour la protection de l'eau n'ont pu être choisies car elles ne peuvent s'appliquer sur le territoire d'étude telle que la mesure prévoyant la conservation des milieux à intérêt paysager.

#### ***4. Parcelles adjacentes aux cours d'eau***

Les parcelles adjacentes situées le long de cours d'eau, d'une longueur de 37,7 km, sont au nombre de 83. A l'heure actuelle, **elles possèdent toutes une bande enherbée au niveau du cours d'eau exceptée l'une d'entre elles.** Celle-ci correspond à une parcelle détenue par un agriculteur entrant dans la catégorie des petits producteurs. Celui-ci n'est donc pas obligé d'appliquer la mesure des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales consistant à mettre en place une bande enherbée. L'efficacité des actions complémentaires au niveau d'un bassin peut, dès lors, à travers cette exception sembler réduite.



D'autre part, une grande **majorité des parcelles adjacentes au cours d'eau (c'est-à-dire 78,3 % des parcelles près d'un cours d'eau) possédaient une bande enherbée antérieurement à la réforme**. Seulement 20,5 % des parcelles adjacentes au cours d'eau ont subi l'application directe de la réforme 2003 et donc de la mise en place des BCAE.

### **5. Parcelles adjacentes aux fossés**

La longueur cumulée des fossés du bassin versant s'élève à 40,1 km et traverse 104 parcelles. Peu possèdent des bandes enherbées. En effet, les résultats indiquent qu'uniquement 34,6 % des parcelles adjacentes aux fossés sont équipées de ce dispositif, alors qu'il est absent sur 62,5 %.

*Selon ces premiers résultats, on constate que le CTE collectifs GDA Loches Montrésor a bien fonctionné sur ce territoire puisqu'il a été appliqué par un bon nombre d'agriculteurs. La réalisation des mesures proposées leur semblait donc accessible, tout en permettant de bénéficier d'avantages (subventions ou aides aux investissements) apparaissant tout à fait intéressants. Ainsi, les mesures le plus souvent choisies l'ont été, d'une part, parce qu'elles se trouvaient au sein du CTE collectifs GDA Loches Montrésor, mais également parce qu'elles n'impliquaient pas de grands changements au niveau de l'organisation du travail de l'exploitation. En effet, la mesure « diminution des surfaces en sols nus l'hiver par des cultures intermédiaires » ne demande pas une surcharge en travail ni l'obligation d'investissements pour la réaliser. De plus, elle permet d'améliorer le rendement des cultures suivante donc augmenter la rentabilité de l'exploitation. Concernant la mesure « allongement et diversification des cultures dans les rotations » celle-ci possède les mêmes caractéristiques que la précédente au niveau du travail de l'exploitant. Le changement de cultures effectué par l'agriculteur peut entraîner quelques diversifications dans le mode d'exploitation (date de semence et/ou de récolte, utilisation de produits différents...). Mais au final, sans même adhérer à une mesure agri-environnementale l'exploitant aurait du effectuer un tel travail pour pouvoir obtenir un bon rendement. Ainsi, ces mesures dites « agri-environnementales » ne sont pas réellement choisies pour leur réel impact sur l'environnement mais pour les conséquences qu'elles amèneront au niveau de l'exploitation (organisation du travail, investissements, rentabilité...). Ceci explique que certaines mesures dont l'efficacité d'un point de vue environnemental est davantage prouvée ne seront pas choisies car elles entraînent trop de contraintes pour l'agriculteur et/ou ne sont pas rentables pour l'exploitation.*

*Concernant l'application des BCAE, plus particulièrement la mise en place des bandes enherbées, la réforme de 2003 n'a pas entraîné de grands changements. En effet, ces bandes enherbées pour la majeure partie étaient présentes avant la réforme. On peut donc penser que les considérations environnementales étaient présentes avant chez les*

*exploitants... Or beaucoup d'exploitants reconnaissent que la mise en place de ces bandes a davantage été réalisée pour faciliter leur travail. En effet, ces espaces sont souvent inondées et sont difficiles à exploiter et donc peu rentables. Par contre, il existe peu de bandes enherbées le long des fossés, bien que l'effet environnemental serait notable. En effet, ces terres sont moins sujettes aux inondations et peuvent donc être cultivées. La notion de rentabilité de l'exploitation prédomine sur les effets environnementaux. Les mesures pourront donc être plus longuement appliquées si elles sont dans la logique d'exploitation.*

## **C. Traitement qualitatif des questionnaires**

Cf annexe III

### ***1. Raisons de l'engagement ou non des exploitants dans un CTE ou CAD***

**La première raison de l'engagement dans la démarche environnementale, citée à 15 reprises par les exploitants, correspond à l'aide financière apportée par les contrats.** Il semble logique qu'afin de pallier aux contraintes engendrées par les mesures environnementales, des primes et des aides doivent être distribuées. Cette compensation financière, à l'époque des CTE, était jugée suffisante par les exploitants. Cependant, aujourd'hui, la compensation apportée par les CAD apparaît moins avantageuse qu'auparavant.

Ces aides financières, comme l'ont indiqué 11 exploitants, leur ont surtout permis de réaliser des travaux d'agrandissement, ou de mises aux normes de leur exploitation. Dans ce cas, les investissements réalisés correspondent aux raisons qui ont poussé l'exploitant à s'engager dans une démarche environnementale.

**A noter, qu'uniquement 8 exploitants ont appliqué les MAE pour des raisons environnementales.** Pour 3 d'entre eux, la réflexion globale du GDA sur les préoccupations environnementales a permis de développer cette prise de conscience. Alors que les 8 autres exploitants détenant un CTE ou CAD, ont reconnu que l'aspect financier et non leurs propres considérations environnementales a conditionné leur choix.

L'engagement dans cette démarche s'est également fait, pour 7 exploitants, **en raison du peu de contraintes qu'engendrait la mise en place des différentes mesures agro-environnementales.** En effet, dans ces situations, les mesures choisies étaient déjà réalisées auparavant sans compensation financière. Il semble donc logique, que l'exploitant cherche à être rémunéré pour des actions qui ne lui amèneront aucune contrainte supplémentaire.

Les exploitants qui n'ont pas désiré s'engager dans cette démarche ont évoqué à 11 reprises **la principale contrainte due à l'importance et à la complexité des dossiers à remplir.** Aujourd'hui, les agriculteurs, même sans contrats agro-environnementaux, ont l'impression « de passer davantage de temps dans les papiers que dans leurs champs ». Ainsi,

ils ne veulent en aucun cas s'engager dans ces démarches qui augmenteraient leur charge de travail administratif.

La raison qui décourage également l'exploitant à adopter un contrat, citée à 10 reprises, est **le sentiment d'être déjà un bon gestionnaire de l'environnement sans nécessairement « obéir » à un contrat**. En effet, les exploitants laissent apparaître une certaine exécution face à la représentation faite par la société de l'exploitant agricole. Celui-ci est trop souvent considéré comme le pollueur unique de notre environnement et pour qui la mise en place d'actions respectueuses de l'environnement ne peut se faire qu'en échange de compensations financières. C'est pourquoi, certains exploitants revendiquent leurs actions en accord avec la protection de l'environnement, sans pour autant attendre des compensations financières. Selon eux : **« l'environnement est en soi leur outil de travail. Il est donc logique qu'en tant que principaux utilisateurs de cet outil, ils le protègent au quotidien naturellement... »**.

Une des raisons qui limite également l'engagement des agriculteurs correspond aux contraintes apportées par le respect des différentes normes et règles de ces contrats, couplées à l'excès de contrôles. Cette remarque a été citée par 4 exploitants.

Outre la contrainte normative, 4 exploitants ont également évoqué les contraintes techniques liées par exemple à l'introduction de nouvelles cultures non rentables ou la plantation de cultures intermédiaires qui ne peut se coupler avec leurs semences habituelles.

Enfin, il existe d'autres raisons plus personnelles telles que le manque de temps, un désintéressement, un manque d'expérience dans cette activité, ou encore l'approche de la retraite...

A noter que la compensation financière obtenue par le CTE n'a été jugée que 2 fois insuffisante et n'a donc pas été considérée, comme une des raisons réelles, qui a limité l'engagement des exploitants. Cependant, comme évoqué précédemment, les CAD sont beaucoup moins avantageux que les CTE. Dès lors, ce constat influencera-t-il, aujourd'hui, l'engagement de l'exploitant ?

*L'analyse de ces choix nous permet donc de mettre en évidence deux voies distinctes : les objectifs au sein de la politique environnementale de la PAC et ceux de l'exploitant. En effet, la politique environnementale veut mettre en place des actions pour la protection de nos ressources à travers l'intégration d'idées environnementales par les exploitants. Elle veut ainsi permettre de créer sur le territoire une volonté commune des exploitants pour agir à une échelle globale. Face à cette politique, la logique de l'exploitant est différente et semble dominer. En effet, nous avons pu noter que, bien que l'exploitant adhère à des démarches environnementales, il ne le fait pas nécessairement par pures convictions environnementales. La rentabilité, la faisabilité de son travail sont des facteurs qui semblent davantage influencer ses choix et donc déterminer son degré d'engagement dans une politique environnementale.*

## **2. Choix des parcelles contractualisées et des différentes MAE**

Afin de déterminer si l'engagement des exploitants est majoritairement d'ordre environnemental, nous pouvons nous intéresser aux choix des parcelles ou non contractualisées et des MAE qui leur sont appliquées. Ces choix permettent ainsi de cerner davantage la logique des exploitants sur ce territoire.

**Le facteur déterminant à l'application d'une mesure sur une parcelle, évoqué à 13 reprises, correspond à l'assolement antérieur existant sur la parcelle.** Ainsi, les exploitants vont choisir d'intégrer une nouvelle culture ou semer une culture intermédiaire en fonction de la culture qu'ils plantent normalement sur la parcelle, et non par rapport à la vulnérabilité de cette dernière.

**La situation de la parcelle, c'est-à-dire sa localisation inadaptée ou sa forme engendrant une exploitation difficile, est également déterminante pour le choix d'une parcelle à contractualiser.** Cette raison a été invoquée 10 fois par les exploitants.

De même, les parcelles sujettes régulièrement aux inondations, sont très souvent choisies pour l'application de la mesure maintien ou reconversion de terres en prairies permanentes. Ainsi, c'est l'exploitation difficile de ces dernières qui déterminera l'engagement de l'exploitant et non réellement la vulnérabilité du territoire.

Un autre facteur cité à 7 reprises correspond à la rentabilité du sol. En effet, si le sol est « bon », l'exploitant choisira davantage cette parcelle pour lui appliquer la mesure d'intégration de nouvelles cultures. Alors qu'une diminution de la qualité des sols d'une parcelle va influencer l'exploitant qui lui appliquera la mesure de reconversion ou de maintien en prairies permanentes. Ainsi, la perte de rentabilité du sol sera compensée par les aides environnementales.

D'autre part, l'absence de contraintes supplémentaires a été citée à 5 reprises. Concrètement, ces situations se retrouvent sur des parcelles où l'exploitant appliquait antérieurement la mesure.

Enfin, **le choix de la parcelle en raison des aspects environnementaux n'a été évoqué que 6 fois.** Ces parcelles sont des parcelles près de bois (afin de sauvegarder le gibier) ou des parcelles le long de cours d'eau ou fossés.

**Le facteur déterminant dans le choix des MAE est avant tout d'ordre financier tel que l'ont précisé 13 exploitants.** Ces derniers, logiquement, comparent la surcharge de travail et les contraintes engendrées par les MAE, par rapport aux montants des aides compensatoires, pour ainsi déterminer la rentabilité de cette démarche. Ainsi, les MAE dont l'aide compensatoire sera la plus élevée et dont les contraintes seront les plus restreintes seront prioritairement choisies.

La seconde raison évoquée pour le choix des différentes MAE, correspond à la présence d'un cours d'eau ou non sur les parcelles. Ceci peut s'expliquer, pour une partie, par le fait que certaines mesures ne peuvent être appliquées en l'absence de cours d'eau.

Concernant la présence d'espèces faunistiques et floristiques à « sauvegarder » présentes sur l'exploitation, ce facteur n'a été évoqué qu'une seule fois comme raison déterminant le choix des MAE.

Enfin, **la volonté d'actions cohérentes et complémentaires sur le bassin versant n'a pas été le facteur principal du choix des MAE**, puisqu'elle n'a été citée que par 2 exploitants. Ce point peut donc apparaître contraire à la politique de protection de l'eau qui se veut globale et cohérente sur un territoire afin d'être efficace.

*Ainsi, ces résultats soulignent également que l'engagement des exploitants et leur choix d'actions environnementales sont déterminés davantage par la volonté de maintenir une exploitation saine et rentable et non réellement par leur conviction environnementale. Tout comme l'analyse sur l'engagement des exploitants, celle ci révèle la présence des deux logiques qui se superposent. Dès lors, le choix des parcelles ou des MAE ne se fait pas selon la logique environnementale que veut appliquer la PAC. D'autre part, cette analyse met en évidence un manque de volonté entre les exploitants pour agir de façon cohérente entre eux. On peut donc penser que la logique de l'exploitant, dont les fins sont personnels, peut freiner les objectifs du second pilier de la PAC et donc entraver la mise en place d'une politique globale de protection de l'eau.*

### **3. Les Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE)**

Lors des entretiens, concernant les différentes Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales, aucun exploitant n'a pu énumérer entièrement les 5 mesures. **Ce terme apporté par la réforme de 2003, semble donc encore « en marge » de leur activité, bien que tous appliquent ces bonnes conditions sans en être réellement conscients.**

Ainsi, parmi les 34 exploitants rencontrés, 8 d'entre eux savent la signification de ce sigle et connaissent les grandes lignes de certaines conditions (particulièrement celles qu'ils doivent appliquer au sein de leur exploitation). La grande majorité des exploitants ont, eux, « vaguement entendu parler du terme BCAE » mais ne peuvent le définir concrètement. Ces exploitants n'ont pour la plupart, entendu parler que d'une unique condition qui semble les toucher et les contraindre davantage. Celle-ci correspond à la mise en place du couvert environnemental le long des cours d'eau. Enfin, 8 exploitants ont avoué ne pas connaître ce terme. Cependant lors de l'énumération des différentes conditions, ils ont indiqué les appliquer sur leur exploitation lorsque cela était exigé. La majeure partie de ces derniers, mais également des exploitants qui en ont entendu vaguement parler, dénoncent bien souvent

l'excès de notes, de guides et de modifications des règles. Ceci entraîne une confusion pour les exploitants dans les nouvelles normes et dans les termes conventionnels.

Au final, **la mise en place d'un couvert environnemental n'a entraîné des changements que pour 6 exploitants.** Ces changements correspondent à l'application concrète de la mesure, c'est-à-dire la création d'une bande enherbée ou l'arrêt d'application d'engrais sur une bande le long du cours, au niveau des parcelles en prairie. Les exploitants touchés par ces modifications ont reconnu ne pas avoir rencontré de réelles contraintes dans l'application de cette règle. Pour 28 exploitants, la BCAE concernant le couvert environnemental n'a entraîné aucun changement au niveau de l'exploitation. Les raisons sont de deux ordres : soit l'exploitant ne possédait pas de parcelle traversée par un cours d'eau, ainsi le couvert environnemental a été inclus dans les jachères, ou bien, les exploitants avaient, avant la réforme, déjà créé des bandes enherbées. Celles-ci ont souvent été mises en place afin de faciliter le travail sur la parcelle et la rentabilité de celle-ci. En outre, certaines bandes étaient également présentes car elles correspondaient à l'application d'une MAE au sein de CTE.

Concernant la BCAE liée à l'irrigation, elle n'a apporté aucun changement au sein des 34 exploitations visitées. En effet, les agriculteurs irriguant possédaient avant la réforme un compteur qui leur permettait de justifier la prime à l'irrigation.

Au sujet de la mesure « diversité des assolements », celle-ci n'a également entraîné aucun changement puisque aucune exploitation sur ce territoire n'entrait dans la catégorie monoculture.

*Concernant les BCAE, on peut donc souligner que seule la mise en place des bandes enherbées semble avoir entraîné certains changements au sein des exploitations. A noter, que cette mesure correspond également à la principale, voire l'unique, BCAE connue par les exploitants de ce territoire. Il semble donc que la politique environnementale de la PAC ne soit perçue, et plus ou moins comprise par les exploitants, que lorsqu'elle doit s'appliquer de façon concrète sur l'exploitation. Ainsi, cette politique qui se veut normalement globale et accessible à tous, semble une fois de plus démantelée et répondre davantage à la logique de l'exploitation qu'à de véritables considérations environnementales.*

#### **4. Opinion des exploitants du bassin**

##### *a. La qualité de l'eau*

**La majorité des exploitants (c'est à dire 20 agriculteurs) sur ce territoire jugent la qualité de l'eau du bassin bonne,** alors que 6 exploitants, nuancent ces propos, en la déclarant de qualité « moyenne ».

D'autre part, ils avouent pratiquement tous (30 exploitants) que leur activité sur ce bassin a un effet sur la qualité de l'eau. En effet, ils sont conscients des problèmes environnementaux causés par la production intensive qui suppose l'utilisation de produits chimiques pouvant se rencontrer par la suite dans les eaux. Cependant, 11 d'entre eux ont ajouté que l'impact négatif de l'agriculture sur l'eau s'est énormément atténué par rapport aux années antérieures. En effet, aujourd'hui ils essayent de gérer au mieux ces impacts grâce à des apports raisonnables de produits chimiques sur les parcelles. Pour ce faire, les plans de dosage des produits sur le sol leur permettent d'avoir un suivi quotidien et d'apporter la dose d'engrais au mieux aux besoins de la culture afin d'éviter les surdosages. D'autre part, ils utilisent dès que cela s'avère possible, des substances dont la matière active est dite « moins dangereuse » pour l'environnement. Ils sont conscients que ces actions sont d'une part bénéfiques pour l'environnement, mais surtout elles sont économiquement plus rentables pour leur exploitation. Certains exploitants évoquent même qu'aujourd'hui leur activité a un impact positif sur l'eau par la conservation de prairies naturelles ou par l'absence d'utilisation d'engrais sur certaines parcelles. Enfin, 5 exploitants considèrent que leur activité n'a aucun effet sur la qualité de l'eau grâce à des dosages raisonnés et contrôlés.

#### *b. L'efficacité des CTE et CAD*

Sur le bassin, **17 exploitants pensent que les actions au sein du CTE ou CAD peuvent avoir des effets bénéfiques sur la qualité de l'eau**. Cependant, plusieurs d'entre eux ont ajouté que l'effet pourrait être davantage bénéfique si l'ensemble des exploitants s'engageait dans une telle démarche. Ils reconnaissent que la mise en place d'actions cohérentes et complémentaires permettrait d'avoir un effet positif global à l'échelle du bassin. 4 exploitants, quant à eux, modèrent ces propos. Pour ces derniers les CTE et CAD ont un effet limité par le manque de cohérence entre les actions choisies sur un même territoire par les agriculteurs. Ils ajoutent entre autre, **qu'un exploitant sans contrat peut à travers de bonnes pratiques quotidiennes être davantage respectueux de l'environnement qu'un exploitant doté d'un CTE ou CAD**. Enfin, 7 exploitants pensent que les CTE et CAD n'ont aucun effet bénéfique sur l'environnement. Pour eux, des mesures plus concrètes et drastiques pour la sauvegarde de l'environnement devraient être mises en place telles que l'agriculture biologique ou l'agriculture raisonnée dans chaque exploitation.

#### *c. L'efficacité des bandes enherbées*

Une majorité d'exploitants (c'est à dire 19 exploitants) pensent que les bandes enherbées le long du cours d'eau ont un effet positif sur la qualité de l'eau. Celles-ci, surtout placées au niveau des parcelles de grandes cultures, ont un rôle de filtre majeur à jouer. D'autre part, selon eux, elles permettent également de diminuer la pollution directe dans les ruisseaux lors de la pulvérisation des produits.

A noter, que 3 exploitants, sont davantage dubitatifs quant à la réelle efficacité de la bande. En effet, ils dénoncent d'une part, l'étroitesse de la bande qui ne peut permettre une réelle efficacité dans son rôle de tampon. De plus, ces bandes leur paraissent inutiles au niveau des parcelles drainées. Ainsi, pour eux, seule la fonction de limitation de la pollution directe est assurée.

Enfin, 6 exploitants ont été catégoriques sur le jugement de l'efficacité des bandes. Ils pensent en effet que le rôle de ces bandes enherbées est inutile du fait de sa largeur jugée réellement dérisoire pour avoir un quelconque effet sur la qualité de l'eau.

#### *d. Des actions efficaces pour la protection de l'eau*

Les actions au sein des contrats environnementaux ou hors contrats qui peuvent avoir un réel impact sur la qualité de l'eau selon les exploitants du bassin sont d'ordres divers.

**Nombreux d'entre eux pensent que la semence de cultures intermédiaires ou CIPAN est une technique très efficace.** Celles-ci permettent, entre autres, de diminuer l'apport des produits phytosanitaires mais également de maintenir et améliorer la structure des sols pour les prochaines cultures. Elles sont donc bénéfiques d'un point de vue environnemental pour la ressource en eau mais également pour le rendement de l'exploitation. Dès lors, de nombreux exploitants dont le CTE s'achèvera prochainement pensent continuer à planter des CIPAN bien que cette action ne sera plus rémunérée. Dans ce sens, certains pensent que cette mesure devrait être obligatoire pour tous les exploitants afin d'avoir une action globale sur le territoire.

**La seconde action jugée efficace correspond à un dosage raisonné des apports en produits phytosanitaires.** Pour ce faire, la tenue à jour de registres de dosages pour les parcelles de l'exploitation est indispensable et permet de fixer des apports en juste quantité pour les cultures. Dans ce sens, d'autres recommandations plus drastiques ont été énoncées par certains telle que la conversion de toutes les exploitations en agriculture biologique, ou le retour à un élevage extensif sur le territoire.

Une autre mesure évoquée concerne **la création de retenue d'eau à la sortie de surface drainée dont le rôle est de permettre à l'eau drainée de décanter avant que celle-ci ne rejoigne le cours d'eau.** Ainsi, de tels aménagements, servent de filtre et diminuent les risques de pollutions des cours d'eau par les produits phytosanitaires.

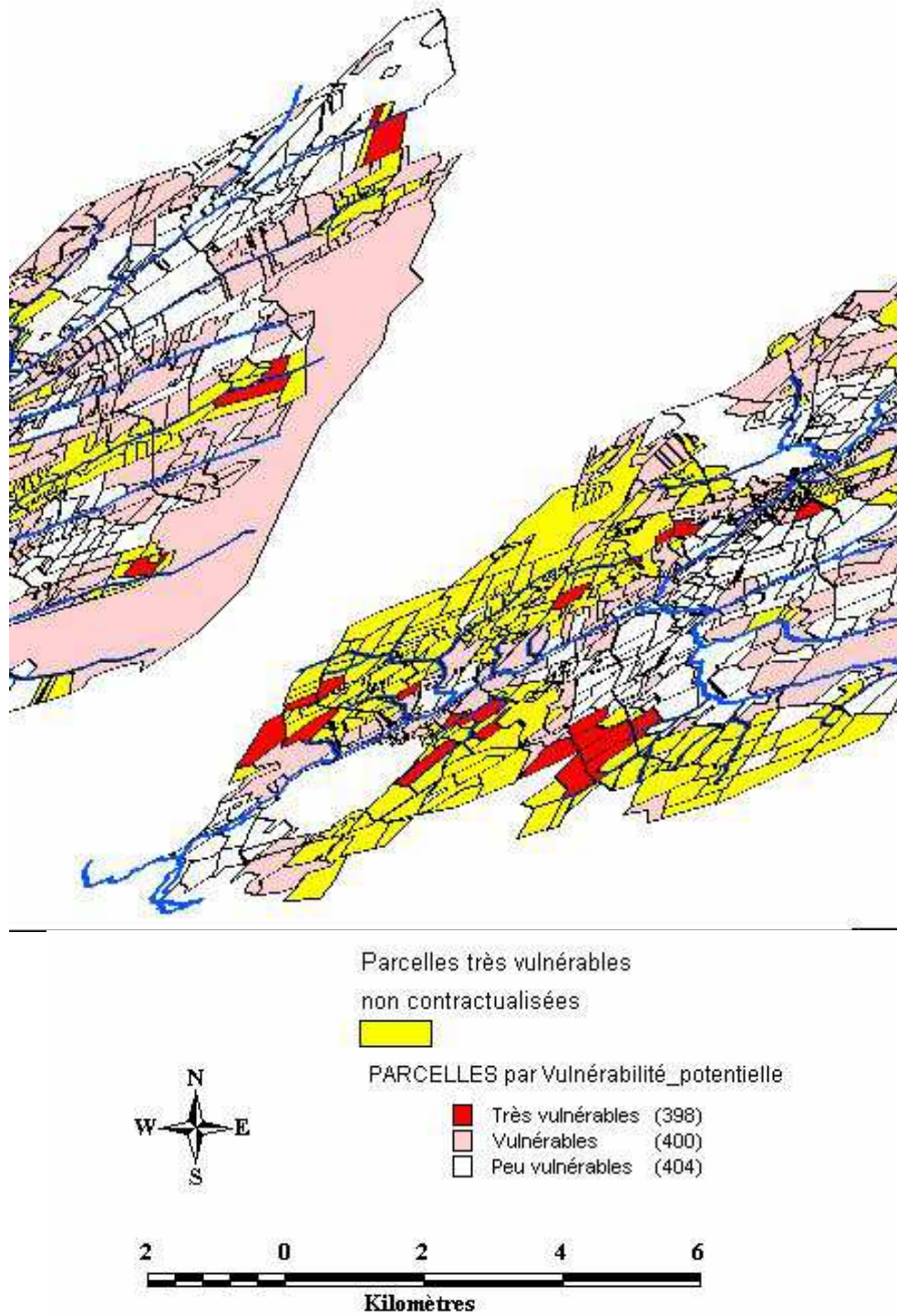
Enfin, une quatrième mesure, concernant davantage les actions réalisées en aval, a été évoquée par les exploitants de ce bassin. Il s'agit en **d'accroître la recherche sur les propriétés des matières actives contenues dans les produits phytosanitaires utilisés par les agriculteurs.** Ainsi, des produits aux molécules moins nocives doivent être mises sur le marché à des prix raisonnables pour pouvoir être utilisés par les exploitants. De même, ce



travail de recherche doit s'effectuer sur la diversité des variétés d'espèces qui permettront peut-être dans certains cas, la limitation de produits.

## D. Analyse cartographique des résultats

### 1. L'application des MAE selon la vulnérabilité des parcelles



Carte n°3 : Parcelles très vulnérables non contractualisées sur le bassin versant de l'OLivet  
Réalisation : Benoit PIN, Doctorant à l'UMR CITERE

On peut noter, dans un premier temps, qu'uniquement 1/5 environ des parcelles très vulnérables se voient appliquer des MAE. Or la politique environnementale ne promeut-elle pas des actions efficaces en priorité axées sur les risques majeurs de pollution des eaux ? Cette carte montre ainsi l'échec de cette politique car les actions entreprises par les agriculteurs ne sont pas prioritairement centrées sur des parcelles à grands risques. Il existe comme nous avons pu le souligner auparavant deux logiques différentes. Les parcelles dites « prioritaires » selon la politique environnementale ne sont pas celles choisies par les exploitants. La rentabilité ou la facilité d'application des mesures environnementales prédominent donc sur la logique environnementale développée par la PAC. Afin de compléter ces dires, une autre carte qui n'a pu être réalisée aurait été très intéressante. Celle-ci, qui pourra être effectuée par la suite, pourra mettre en évidence des parcelles colorées correspondant aux espaces contractualisés non vulnérables. Le constat de deux logiques différentes sera-t-il alors renforcé ?

Cette carte de la vulnérabilité permet de s'interroger sur l'efficacité réelle des MAE contractualisées. En effet, sachant qu'environ 4/5 des parcelles très vulnérables ne font l'objet d'aucun traitement particulier concernant la pollution de l'eau, les actions contractualisées sur les autres parcelles semblent avoir un effet dérisoire. Cependant ce constat brut est à nuancer car il faut préciser que certaines parcelles, sans être sous contrat, sont gérées d'une façon environnementale. Le terme activité agricole aujourd'hui, n'est plus directement associé, voire synonyme comme il l'a été auparavant, de pollution directe de l'environnement. Les exploitants doivent sans être nécessairement détenteur d'un contrat environnementaux répondre à des normes environnementales comme nous avons pu le souligner dans la première partie de ce mémoire. Ainsi, des parcelles colorées en jaune sur la carte peuvent être gérées écologiquement par l'exploitant et donc avoir une action complémentaire et globale avec les actions dites contractualisées sur ce bassin.

## ***2. Les bandes enherbées le long des cours d'eau et des fossés***

Les cartes réalisées à travers le logiciel MAPINFO, pour traiter ce domaine n'ont pas rendu les résultats escomptés. L'analyse se fera donc à travers le support papier qui m'a servi lors de mes entretiens.

Il est notable que le long de tous les cours d'eau du bassin versant est présente une bande enherbée plus ou moins large (minimum 5 mètres). Cette largeur précisée lors des entretiens dépend surtout de la forme de la parcelle. Ainsi, les exploitants s'arrangent souvent pour avoir, après mise en place de la bande enherbée, une parcelle aux bords droits qui sera alors plus facile à cultiver. Cependant, une parcelle située au centre nord du bassin versant, donc à l'amont ne possède (en janvier 2006) pas de bande enherbée. Celle-ci de petite taille appartient à un agriculteur bientôt en retraite soumis au régime des petits producteurs. Ainsi,

la pollution qui peut être occasionnée par une telle exception aura un effet négatif tout le long du cours d'eau de ce bassin versant.

Il faut souligner que la majorité des bandes réalisées sur la carte représente des bandes enherbées faite avant la réforme. La localisation des parcelles en amont ou en aval du bassin versant n'est pas, selon ces résultats, la raison qui explique qu'elles aient été dotées d'une bande enherbée avant la réforme. Par contre, on peut noter qu'à chaque fois que le cours d'eau apparaissait sinueux la bande enherbée a été mise avant la réforme.

Quand aux constats que l'on peut faire par rapport aux bandes enherbées le long des fossés ils ne sont pas très significatifs. En effet, nous ne pouvons pas distinguer de logiques particulières. Par exemple, il est impossible de constater que le long des grands fossés il existe toujours une bande. Ainsi, ces dispositifs enherbés, qui se rencontrent tout de même sur ce bassin versant, se disposent un peu de façon aléatoire. Ainsi, l'on peut visualiser que deux parcelles adjacentes à une autre parcelle possèdent une bande enherbée alors que celle du centre n'en a pas. On peut dès lors s'interroger sur les actions complémentaires et cohérentes réalisées pour l'amélioration de la qualité de l'eau sur l'ensemble du bassin versant.

## **E. Rôle et opinions des personnes chargées de l'application de la PAC**

Deux rencontres ont eu lieu avec des représentants des services publics (1 personne de la DDAF et une personne de la chambre d'agriculture d'Indre et Loire) afin de préciser les objectifs de la PAC et les comparer avec les actions des exploitants agricoles. Les réponses au questionnaire préalablement établi (cf annexe IV) ont pu compléter le travail bibliographique de départ.

### ***1. Le rôle de ces deux acteurs sur ce bassin versant***

La DDAF a surtout eu pour mission la préparation en amont des MAE. Comme nous l'avons évoqué précédemment, elle a dû participer au cadrage des différentes actions environnementales sur son territoire. D'autre part, cet organisme participe à la diffusion des informations et des nouvelles réglementations par l'impression de brochures et elle instruit les contrats environnementaux.

La Chambre d'Agriculture d'Indre et Loire est chargée de la mise en place des mesures environnementales sur le territoire. Elle est assistée des 9 Groupements Départementaux Agricoles (GDA) présents dans le département. Les agriculteurs peuvent bénéficier de conseils gratuits d'un animateur de la Chambre d'Agriculture présent sur chaque canton du département. Des manifestations au sein de programmes tels que FertiMieux, ont pour but de créer une dynamique dans le milieu agricole et permettre à l'exploitant d'agir en bon gestionnaire de l'environnement. Lors de ces formations, les exploitants peuvent

également demander une analyse de leur fumier pour ensuite prendre des mesures adaptées selon les résultats. D'autre part, du matériel adéquat permettant la limitation de pollution est mis à leur disposition.

La Chambre d'Agriculture mène également une campagne de sensibilisation dans les écoles d'Indre et Loire. Ces interventions ont pour but de revaloriser la profession agricole en mettant en avant les actions réalisées au niveau environnemental. Les personnes de l'Etat sont conscientes de l'image négative associé à l'exploitant agricole : « actuellement, une des principales difficultés du métier d'agriculteur est la pression psychologique d'une remise en cause de leur intégrité par le reste de la société »<sup>36</sup>. C'est un argument souvent utilisé par les personnes chargées de la diffusion des mesures environnementales puisque, selon elles, dorénavant l'agriculteur qui s'engage a possibilité de quitter le rôle d'éternel accusé pour devenir acteur positif. C'est un regain d'estime de soi qui peut changer ses conditions de travail.

## ***2. Opinions des représentants de la DDAF et de la Chambre d'Agriculture***

Concernant l'engagement des exploitants dans les démarches environnementales, les autorités savent que celui-ci ne se fait pas uniquement par « pure idéologie écologique ». Même si cette notion correspond à l'objectif final, ils sont conscients que la route sera longue. Ils aimeraient, à terme, que les questions d'opportunité et de facilité de mise en place des actions soient mises au second plan pour laisser place à une véritable intégration des considérations environnementales chez tous les agriculteurs. Pour ce faire, le rôle des GDA sur le territoire peut, selon eux, être un élément déclencheur pour la mise en place d'une politique cohérente aux objectifs de départ définis comme étant l'amélioration de la qualité de l'eau et non une meilleure rentabilité pour l'exploitation.

D'autre part, ces acteurs reconnaissent qu'aujourd'hui, les CAD sont moins intéressants financièrement que les anciens CTE. Ainsi, ils sont conscients que les agriculteurs s'engageront moins dans ce dispositif. Par ailleurs, ils regrettent que la simplification des contrats (remplacement du CTE par le CAD) ait entraîné la disparition de la dimension collective alors que cette notion a toujours été prônée par ces organismes. Lors du CTE ils regrettaient déjà que la réalisation de projet de territoire ne soit pas mis suffisamment en avant et dénonçaient l'absence d'identification de zones prioritaires sur lesquelles les efforts devaient être concentrés. Ils reprochaient également au CTE d'avoir une action plutôt

---

<sup>36</sup> **DRAF de la région Centre**, Janvier 2004, *-Evaluation intermédiaire des CTE et MAE de la région Centre-*, Synthèse départementale Département Indre et Loire, Orléans, Cabinet « Impact et Environnement »

construite sur les grandes familles de produits, sur les filières, aux détriments des territoires. La prise de conscience de cet échec au sein du CTE, aujourd'hui, les fait craindre pour l'avenir à travers l'application du CAD. En effet, ils craignent qu'on assiste à une dispersion des contrats générant de grosses difficultés pour le traitement des territoires interdépartementaux aux spécificités propres.

Les différentes MAE du catalogue régional ont été choisies pour leur adaptation facile au territoire. Ainsi, elles semblent accessibles aux agriculteurs bien que la lecture des cahiers des charges soit parfois longue et difficile. D'après ces organismes, les actions prioritaires à mettre en place pour préserver la qualité de l'eau correspondent à la mise en place de Cultures Intermédiaires Pièges à Nitrates. Quant à la mise en place d'une bande le long des fossés, il ne la juge pas nécessaire. En effet, ils font davantage la promotion d'un travail de végétalisation des fossés, la réalisation d'écoulements sinueux ou la création de retenues d'eau. Enfin, le travail de sensibilisation est la clé de la réussite d'une mise en place d'actions cohérentes et efficaces sur le territoire. Les obligations environnementales permettent de limiter la pollution mais un travail plus approfondi doit être réalisé. Il faut que les agriculteurs agissent volontairement et prennent conscience que les résultats ne seront pas immédiats mais que ces mesures sont indispensables pour l'avenir de notre planète.

Concernant les éléments propres au territoire d'étude, on peut noter que la qualité de l'eau du bassin versant de l'Olivet, ne constitue pas, à l'heure actuelle, une préoccupation particulière, alors que le taux d'azote dans d'autres rivières du département ne cesse d'augmenter. La mise en place des bandes enherbées apparaît tout de même nécessaire sur ce territoire bien que leur largeur semble restreinte. Cette obligation n'a pas fait l'objet de grandes discordes lors de son application par la profession agricole. Ceci s'explique entre autre, par une sensibilisation précoce des agriculteurs du territoire aux problèmes de l'eau depuis longtemps, particulièrement auprès des éleveurs qui s'en servent pour faire boire leurs bêtes. L'autre explication correspond au nombre important de contrats signés au niveau du département (dont une des priorités est centrée sur l'eau) et particulièrement au niveau du territoire Loches Montrésor. En effet, 563 contrats ont été signés en Indre et Loire alors que le département voisin, le Loir et Cher n'en a compté que 370<sup>37</sup>. Par ailleurs, le nombre de contrats type GDA Loches Montrésor est également important puisqu'il représente 9,4 % des CTE signés en Indre et Loire et correspond au quatrième contrat le plus signé en Indre et Loire (sachant que le CTE grandes cultures occupe la première place avec 31,4 % des CTE, suivi du CTE Parc Naturel Régional Loire Anjou avec 23,4 %). Ainsi, un travail de

---

<sup>37</sup> **DRAF de la région Centre**, Janvier 2004, *-Evaluation intermédiaire des CTE et MAE de la région Centre-*, Synthèse départementale Département Indre et Loire, Orléans, Cabinet « Impact et Environnement »

sensibilisation environnemental était déjà initié sur ce territoire ce qui a permis une meilleure acceptation des réglementations environnementales.

Il serait très intéressant de poursuivre au niveau national ce travail afin d'entendre les opinions d'autres acteurs publics de cette politique environnementale. Leurs objectifs sont-ils totalement illusoires par rapport à l'activité agricole propre, ou se rapprochent-ils des objectifs des exploitants d'aujourd'hui ?

## Conclusion

Dans ce rapport, je me suis « plongée » dans le milieu agricole, davantage, du côté des exploitants ce qui a pu influencer mes propos. Grâce aux nombreuses rencontres réalisées j'ai pu comprendre et cerner leur logique qui ne correspond pas toujours aux tracés que s'est fixés la politique environnementale au sein de la PAC. Cependant ces deux logiques peuvent se recouper pour permettre d'obtenir des résultats positifs pour la qualité de l'eau sans pour autant avoir les mêmes objectifs de départ. La rentabilité, voire aujourd'hui le maintien d'un revenu au sein de l'exploitation, est l'élément majeur dans l'engagement de l'exploitant dans une démarche environnementale, alors que la logique menée par la politique environnementale ne semble pas toujours tenir compte de cet élément.

Au final, ce travail de rencontres avec les exploitants du bassin versant de l'Olivet me permet de répondre à ma problématique de départ à savoir « l'intégration progressive des considérations environnementales dans le cadre de la PAC conduit-elle à une meilleure prise en compte et à une intégration des contraintes environnementales par les agriculteurs ? ». Comme nous avons pu le constater, la majeure partie des actions entreprises entrant dans les démarches environnementales sont appliquées par les exploitants parce qu'elles n'impliquent pas nécessairement d'importants investissements ou de grands changements de fonctionnement. Elles ne sont donc pas choisies afin d'établir une cohérence des actions entre les agriculteurs du bassin, ou par rapport à la vulnérabilité de la parcelle, comme le souhaite la politique de la PAC. Par ailleurs, l'application des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales n'a pas engendré de grands changements pour les exploitants de ce bassin. En effet, la bande enherbée, dans la majorité des cas existait auparavant afin de faciliter le travail.

Ces différents constats nous amènent donc à confirmer l'hypothèse de départ : la PAC n'est pas l'élément qui permet, aujourd'hui, une meilleure prise en compte et une intégration des contraintes environnementales par les agriculteurs. Bien que dans certains cas, elle y contribue, ses réglementations environnementales ne constituent pas l'élément majeur influençant le comportement de l'exploitant dans ses démarches environnementales. Depuis déjà quelques années, les agriculteurs ont pris conscience d'un risque de baisse de rendement due à la dégradation du sol et des dépenses supplémentaires, voire inutiles, engendrées par le surdosage de produits phytosanitaires. En effet, pour être rentable et viable sur plusieurs années, une exploitation doit respecter l'environnement qui est en premier lieu son outil de travail. De fait, les différents contrats environnementaux proposés par la PAC, dont l'objectif est de protéger voire améliorer la qualité environnementale, ne seront dans la majorité des cas adoptés que s'ils permettent d'augmenter les gains ou la rentabilité de l'exploitation.



Une idée commune s'est dégagée des différentes rencontres avec les exploitants. Selon eux, leur logique aura vraiment des difficultés pour se confondre avec la logique menée au sein de la PAC. Ceci s'explique par leurs interrogations et leurs inquiétudes face aux diverses réformes et aux nouvelles réglementations. C'est pourquoi ce travail de recherche ne doit pas se finaliser ainsi. En effet, un travail plus approfondi permettant de cerner réellement les attentes des personnes chargées de l'application de la PAC et plus précisément de la promotion des MAE devra être entrepris. La raison de l'intégration de certaines mesures sera mise en avant pour ainsi comprendre leur logique et leur objectif. Ces intervenants pensent-ils également que les deux logiques ne pourront jamais se confondre ?

Enfin, mis à part le domaine environnemental de la politique agricole, j'ai pu découvrir le mode de fonctionnement des exploitations aujourd'hui et noter les différentes interrogations et les incertitudes concernant l'avenir de ces dernières. A l'heure actuelle une question pèse sur le milieu agricole : les exploitants peuvent-ils maintenir une exploitation rentable tout en répondant aux exigences toujours croissantes de la politique de la PAC ?

## Bibliographie

### *Sur la politique agricole et son évolution*

**Chambres d'Agriculture**, 2004, *-Spécial PAC -* Chambres d'Agriculture n°930, Paris, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

**Chambres d'Agriculture**, 2003, *-PAC contre les idées reçues-* Chambres d'Agriculture n°924, Paris, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

**De Gasquet O.**, Avril 2002, *-Comprendre notre agriculture et la PAC : Stratégie, vérités et mensonges de 1945-*, Collection : Gestion internationale, Cahors, Vuibert

**DESCRE M.**, 2002, *-Développement rural et environnement : Les enjeux de la politique agricole commune pour le milieu rural européen-*, Compilation de Textes du Colloques d'Actes Universités d'été 2002, Saint Etienne, Publication de l'Université de Saint Etienne

**LOYAT J., PETIT Y.**, 2002, *-La politique agricole commune (PAC) : un enjeu de société-*, Collection : réflexion Europe, Paris, La documentation française, (2<sup>ème</sup> édition)

**Commission européenne, Direction Générale de l'Agriculture**, 2001, *-La politique agricole commune, Synthèse 2000 -*, Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés européennes

**LE ROY P.**, 1994, *- La politique agricole commune -*, Collection : Economie poche (8), Paris, Economica

**BENTOLILA M.**, 1994, *- La nouvelle politique agricole commune -*, Paris, La Documentation française

**Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales**, 2002, *- Défis pour une nouvelle politique agricole-* Doc. 9636, Rapport de l'Assemblée Parlementaire  
<http://www.europa.eu.int/comm/agriculture/index fr.htm>

### *Sur la politique agricole en France*

**Ministère de l'Agriculture et de la forêt**, juillet 1992, *-La réforme de la PAC-*, Bulletin d'Information du Ministère de l'Agriculture et de la forêt (BIMA) n° 1392

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

<http://www.agriculture.gouv.fr>

<http://www.paris.apac.chambragri.fr>

<http://www.centre.chambragri.fr>

<http://www.indre-et-loire.chambragri.fr/Agriculture/index.php>

*Sur la politique agricole et développement Rural (volet environnemental)*

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales, Chambres d'agriculture**, Décembre 2004, *-La nouvelle politique agricole commune Conditionnalité 2005*, Livret I et II d'informations pour les exploitants agricoles

**Région Centre**, Avril 2003, *- Plan de développement rural -Région Centre*

**Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations agricoles. (CNASEA)**, Avril 2003, *- L'application du règlement de développement rural en Europe (Etudes comparatives)-*, Les Cahiers du CNASEA n°3, CNASEA

**Chambres d'Agriculture**, Février 2003, *-La contribution aux bonnes pratiques agricoles -* Chambres d'Agriculture n°918, Paris, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

**BILLAUD J.P.**, 2002, *-Environnement et gestion des territoires : l'expérience agri environnementale française-*, MATE, CNRS, Paris, La Documentation française

**DRAF de la région Centre**, Janvier 2004, *-Evaluation intermédiaire des CTE et MAE de la région Centre-*, Synthèse départementale Département Indre et Loire, Orléans, Cabinet « Impact et Environnement »

**DESCRE M.**, 2002, *-Développement rural et environnement : Les enjeux de la politique agricole commune pour le milieu rural européen-*, Compilation de Textes du Colloques d'Actes Universités d'été 2002, Saint Etienne, Publication de l'Université de Saint Etienne

**Ministère de l'agriculture et de la pêche, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, CNASEA**, Décembre 2001- *Plan de Développement Rural national 2000-2006-* SIC communication

**THEOT D.**, 2001, *-Etude comparative de la mise en œuvre des MAE dans différents pays de l'Union Européenne-*, Mémoire de fin d'études

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales, Chambres d'agriculture**, Mai 2000 - *Le développement rural* - Les dossiers de la PAC n°6 - Direction des politiques économiques et internationale, Service de la communication

**Société Française d'Economie Rural (SFER)**, janvier- février 1999, *-Les mesures agri environnementales : bilan et perspectives-*, Economie rural n°249, Montpellier, SFER

**Dobremez L, Perret E.**, 1998, *-Les opérations Locales Agri-environnementales en France. Conditions d'élaboration et évaluation-*, Ingénieries EAT

**LECLERC S.**, 1993, *-Politique agricole commune et environnement-*, Publications du Centre de Recherche Européennes Universités Rennes1, Apogée

<http://www.planetecologie.org/JOBOURG/Francais/agriculturedevdur.html>

<http://www.ifen.fr/publications/DE/PDF/de50.pdf>

## *Sur l'eau*

**Préfecture d'Indre et Loire, DDAF, Délégation inter service de l'eau et de la nature**, août 2005, *arrêté portant limitation ou suspension temporaire des usages de l'eau dans certains cours d'eau d'Indre et Loire*

**La ministre de l'écologie et du développement durable, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales**, Septembre 2004 - *Modalités de mise en œuvre du 3<sup>ème</sup> programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991*- Circulaire 11 septembre 2004, Bulletin officiel

**Emmanuel KERNE**, avril 2003 - *Les pollutions d'origine agricole et les actions de lutte-* sur Dossier d'Ecole Nationale d'Ingénieur des Travaux Agricoles de Bordeaux – ENITAB, sous la direction du ministère de l'Aménagement et du territoire et la délégation de bassin Rhônes-Méditerranée-Corse

**KATERJIA N., BRUCKLER, DEBAEKE P.**, juin 2002, *-L'eau, l'agriculture et l'environnement -analyse introductive à une réflexion sur la contribution de la recherche agronomique* - Le Courrier de l'environnement de l'environnement n° 46

**POCHON Y.** mai 2002, *-Bilan et perspectives de l'utilisation des CTE dans le domaine des milieux aquatiques-*, Synthèse bibliographique, MST Ingénierie des Milieux Aquatiques et Corridors fluviaux, Tours

**SIEURIN, Adeline**, Sept 2001, *-Bilan sur la mise en place des CTE dans les zones humides et les vallées fluviales de la Loire-»,* Rapport de Stage, DESS Ingénierie des hydrosystèmes continentaux en Europe

**SAFEGE ingénieurs conseils par l'Instance d'évaluation**, Septembre 2000, - *Evaluation de politiques non spécifiques susceptibles d'interférer avec la préservation de la ressource en eau* - Etude demandée par le gouvernement.

[http ://www.environnement.gouv.fr/rhone-alpes/bassin\\_rmc/poll\\_agricoles.htm](http://www.environnement.gouv.fr/rhone-alpes/bassin_rmc/poll_agricoles.htm)-

<http://www.europa.eu.int/comm/agriculture/envir/report/fr/2078>

[http://www.centre.ecologie.gouv.fr/cr\\_centre/12indireg\\_cr\\_centre.pdf](http://www.centre.ecologie.gouv.fr/cr_centre/12indireg_cr_centre.pdf)

## Table des illustrations

### *Cartes*

Carte n° 1 : Localisation du bassin versant de l'Olivet.....	38
Carte n°2 : Vulnérabilité des parcelles du bassin versant de l'Olivet.....	43
Carte n°3 : Parcelles très vulnérables non contractualisées sur le bassin versant de l'Olivet.....	56

### *Graphiques*

Graphique n°1 : L'assolement du bassin versant de l'Olivet en 1968.....	40
Graphique n° 2 : L'assolement du bassin versant de l'Olivet en 2001 .....	40

### *Tableaux*

Tableau n°1 : Synthèse des mesures de protection de l'eau au sein de la politique agricole .....	37
---	----

## **Glossaire**

**ADASEA** : Association Départementale d'Aménagement pour les Systèmes d'Exploitations Agricoles

**ANDA** : Agence Nationale de Développement Agricole

**BCAE** : Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales

**BPAH** : Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles

**CAD** : Contrat d'Agriculture Durable

**CIPAN** : Culture Intermédiaire Piège A Nitrates

**CTE** : Contrats Territoriaux d'Exploitation

**CDOA** : Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture

**CNASEA** : Comité National d'Aménagement pour les Systèmes d'Exploitations Agricoles

**CORPEN** : Comité d'Orientation pour la Réduction de la Pollution des Eaux par les Nitrates

**DDAF** : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

**DRAF** : Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt

**DOCUP** : Document Unique de Programmation

**FEOGA** : Fond Européen d'Orientation et de Garantie Agricole

**GDA** : Groupement Départemental Agricole

**ICPE** : Installation Classée .....

**MAE** : Mesure Agri-Environnementale

**MAP** : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

**MATE** : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

**OLAE** : Opération Locale Agri-Environnementale

**OGAF** : Opération Groupée d'Aménagement Foncier

**PAC** : Politique Agricole Commune

**PAD** : Projet d'Agriculture Départemental

**PDRN** : Plan de Développement Rural National

**PDD** : Plan de Développement Durable

**PME** : Petites et Moyennes Entreprises

**PMPOA** : Plan de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole

**PMSEE** : Prime au Maintien des Surfaces pour l'Elevage Extensif

**RDR : Règlement du Développement Rural**

**SAU : Surface Agricole Utile**

## **Table des annexes**

<b>Annexe I</b> : Mesures-types des CTE déterminées en région Centre concernant l'eau .....	I
<b>Annexe I bis</b> : Mesures-types du CAD déterminées en région Centre concernant l'eau .....	II
<b>Annexe II</b> : Questionnaire pour les exploitants du bassin versant de l'Olivet.....	III
<b>Annexe III</b> : Base du traitement quantitatif et qualitatif des questionnaires aux exploitants.....	VIII
<b>Annexe IV</b> : Questionnaire pour les personnes s'occupant de faire appliquer les MAE.....	IX



éero	Intitulé de l'action
	Reconvertir les terres arables en prairies : Reconversion des terres arables
	Reconvertir les terres arables en prairies : Reconversion des terres arables en prairies temporaires
	Allonger les rotations/diversifier les cultures dans la rotation : Allonger la rotation en cultivant une ou des cultures habituellement peu ou pas développées du fait de ses faibles performances économiques
	Diminuer les surfaces en sols nu l'hiver : Implantation d'une culture intermédiaire sur sol laissé nu en hiver
	Planter les dispositifs enherbés/créer des zones tampons en remplacement d'une culture arable
	Planter les dispositifs enherbés/créer des zones tampons en remplacement d'une culture arable : localisation pertinente du gel PAC pendant 5ans
	Planter des éléments fixes du paysages : plantation et entretien d'une haie
	Planter des éléments fixes du paysages : plantation et entretien d'un alignement d'arbre
	Entretien/Réhabilitation des éléments fixes (haies, fossés, talus, terrasses, mares) : Réhabilitation de haies
	Entretien/Réhabilitation des éléments fixes (haies, fossés, talus, terrasses, mares) : Entretien de haies
	Entretien/Réhabilitation des éléments fixes (haies, fossés, talus, terrasses, mares) : Remise en état des berges
	Entretien/Réhabilitation des éléments fixes (haies, fossés, talus, terrasses, mares) : Entretien des plans et points d'eau
	Entretien/Réhabilitation des éléments fixes (haies, fossés, talus, terrasses, mares) : Restauration et réhabilitation des mares
	Entretien/Réhabilitation des éléments fixes (haies, fossés, talus, terrasses, mares) : Entretien régulier des mares
	Modifier les traitements phytosanitaires pour réduire les pollutions/développer les méthodes de lutte raisonnée ou biologique : Modifier les techniques de lutt
	Modifier les traitements phytosanitaires pour réduire les pollutions/développer les méthodes de lutte raisonnée ou biologique : Mettre en place la lutte biologique
	Modifier les traitements phytosanitaires pour réduire les pollutions/développer les méthodes de lutte raisonnée ou biologique : Mise en place ou élargissement d'un couvert herbacé sous cultures ligneuses pérennes - diminution des herbicides par enherbement
	Modifier les traitements phytosanitaires pour réduire les pollutions/développer les méthodes de lutte raisonnée ou biologique : Remplacer l'utilisation d'atrazine par un produit phytosanitaire moins polluant
	Modifier la fertilisation : Réduction de 20 % des apports azotés par rapport à des références locales par culture
	Améliorer la gestion des effluents : compostage des effluents
	Mode d'utilisation de la parcelle raisonné en fonction de la gestion d'espèces naturelles : Pas de traitement phyto préjudiciable à la faune ou à la flore ou à l'avifaune à protéger sur les prairies
	Mode d'utilisation de la parcelle raisonné en fonction de la gestion d'espèces naturelles : Récolte par fauche ou ou broyage de la parcelle du centre vers la périphérie
	Conserver les modes d'occupation des sols à intérêt paysager et patrimonial : Gestion contraignante d'un milieu remarquable
	Réutiliser les milieux en dynamique de déprise : Ouverture d'un parcelle fortement embroussaillée et maintien de l'ouverture
	Réutiliser les milieux en dynamique de déprise : Ouverture d'un parcelle moyennement embroussaillée et maintien de l'ouverture
	Gestion extensive des surfaces en herbe : Gestion extensive de la prairie par fauche ou pâturage

Intitulé de l'action
Implantation d'une culture intermédiaire sur sol laissé nu en hiver
Planter des dispositifs enherbés/créer des zones tampons en remplacement d'une culture arable : bandes enherbées supérieures à 5 mètres
Planter des dispositifs enherbés/créer des zones tampons en remplacement d'une culture arable : localisation pertinente du gel PAC pendant 5 ans
Adapter la fertilisation organique aux types de sols – grandes cultures
Reconversion des terres arables en prairie temporaire
Remplacement de l'épandage de fumiers bruts produits sur la ferme ou achetés à l'extérieur par l'épandage de compost de ces fumiers pour limiter les risques de pollution des effluents élevage
Gestion extensive de la prairie par fauche ou pâturage (fumure 60N, 60P, 60K) <b>ou</b> Gestion extensive de la prairie par pâturage ovin (fumure 60N, 60P, 60K)
Diminution des herbicides par enherbement des vergers et vignes
Adapter la fertilisation organique aux types de sols – arboriculture et viticulture
Enherbement des tournières existantes en viticulture
Diminution des herbicides par enherbement permanent du vignoble
Utilisation de fertilisation organique en viticulture

## Annexe II : Questionnaire pour les exploitants du bassin versant de l'Olivet

(Impacts des MAE sur la gestion de la ressource en eau)

### L'exploitant

Numéro : .....

Commune : .....

Age du chef d'exploitation : .....

Formation professionnelle : .....

Responsabilités professionnelles (chambre d'Agriculture, Crédit Agricole, MSA, ect..) : .....

.....

Participation au GDA, syndicat ? : .....

Revenu non agricole ? : .....

### L'exploitation

Date d'installation : .....

Surface de l'exploitation en ha au départ	
Surface de l'exploitation en ha au final	
Surface de l'exploitation sur la commune de Orbigny	
Surface de l'exploitation sur la commune de Beaumont Village	

Nombre de personnes travaillant sur l'exploitation (Salariés ou personnes de la famille) : .....

Savez vous dans quel bassin versant sont situées vos parcelles ? Si oui, lesquels ?.....

.....

### Pratiques agricoles

Nature de culture	Surface totale en ha dans l'exploitation
<i>Cultures de ventes</i>	
Blé d'hiver	
Blé de printemps	
Escourgeon	
Orge d'hiver	
Maïs	
Colza	
Tournesol	
Lin	
<i>Cultures fourragères</i>	
Féverole	
Betterave fourragère	
Pois protéagineux	
Prairie temporaire	
Prairie permanente	
Autre	
<i>Jachère</i>	
<i>Surfaces irriguées</i>	
<i>Surfaces drainées</i>	

Combien de bovins (mères et génisses) possédez vous ? : .....  
Combien de porcins : .....  
Autres : .....

#### Les Mesures Agri Environnementales (MAE)

Avez vous souscrit par le passé à un contrat pour la mise en place des MAE (OGAF environnement, OLAE, CTE) : oui - non

- ü Si oui, quelle était la nature du contrat ? .....
  - ü En quelle année ? .....
  - ü Pendant combien de temps ? .....
  - ü Quel a été le bilan de cette expérience (positif, contraintes, gain d'argent...).....
- .....

Aujourd'hui, êtes vous signataire d'un CAD ou CTE ? oui - non

*Si oui :*

Lequel ? .....

En quelle année avez vous signé ce contrat ? .....

Les raisons qui vous ont poussé à vous engager dans cette démarche sont dues : .....

.....

.....

ü à la situation des parcelles et du sol (parcelles sur lesquelles le rendement était faible, ou d'accès difficile....) : oui – non

ü aux aides financières reçues : oui - non

ü à un intérêt personnel pour la sauvegarde d'un environnement de qualité : oui - non

Quelles sont les mesures dans le CAD ou CTE choisies (citez le n°)? .....

.....

.....

.....

.....

La raison du choix de ces mesures : .....

.....

ü la présence d'un cours d'eau sur une parcelle exploitée : oui - non

ü la coordination des actions avec les autres exploitants du territoire (tentative de cohérence entre action sur le bassin versant) oui - non

ü l'aide financière : oui - non

ü la présence d'espèces faunistiques et floristiques à « sauvegarder » sur une parcelle exploitée : oui – non

*Si non,*

Quelles sont les raisons qui vous empêchent de vous engager dans la procédure (par ordre de préférence) :

ü un excès de papiers administratifs .....

ü une compensation financière jugée insuffisante .....

ü se considère déjà « bon gestionnaire » d'un environnement de qualité sans avoir signé un

CAD .....

ü un désintérêt porté aux impacts de l'activité agricole sur l'environnement .....

ü Autres raisons : .....

e l'eau appartenant à un CTE ou un CAD Pouvez vous les localiser (noir)

[illegible]

## Les Bonnes Conditions Agricoles et environnementales

Savez vous si des règles spécifiques au regard de l'environnement ont été récemment imposées ? Si oui, lesquelles ?.....

.....

.....

Quels ont été les changements apportés sur votre exploitation par la mise en place des BCAE :

ü Telle que la mise en place d'une surface minimale (=3% de votre surface en SCOP) en *couvert environnemental* :

- Bandes enherbées

Votre surface en couvert environnemental (c'est à dire de 3 %), se présente-t-elle exclusivement sous forme de bandes enherbées le long de cours d'eau ? .....

Ces bandes enherbées étaient elles présentes avant la réforme ? oui - non.

Si oui, depuis quand ?.....

*Pouvez vous localiser sur la carte les bandes enherbées mise en place récemment (vert) et celles qui étaient présentes avant la réforme (bleu)*

Quel degré de contrainte a impliqué la mise en place de ces bandes enherbées pour votre activité ?...

.....

- Parcelles adjacentes au cours d'eau

### **Rapide.....**

Avez vous des parcelles adjacentes au cours d'eau non contractualisées ne possédant pas de bandes enherbées. *Si oui, pouvez vous les localiser (rouge)*

Parcelles adjacentes au cours d'eau non contractualisées, sans bandes enherbées	Parcelle couverte ou non
A	
A	
A	
A	
A	
A	
A	
A	
A	
A	

### **Si plus de temps.....**

Parcelles adjacentes au cours d'eau	Parcelles contractualisées ou non	Largeur de la bande enherbée	Parcelle couverte ou non
A			
A			
A			
A			
A			

Parcelles adjacentes au cours d'eau	Parcelles contractualisées ou non, drainée ou non	Largeur de la bande enherbée	Parcelle couverte ou non
A			
A			
A			
A			
A			
A			
A			
A			
A			

ü Les changements concernant le *respect des règles de prélèvement à l'irrigation en système de grandes cultures* : .....

Quel degré de contrainte a impliqué cette mesure pour votre activité ? .....

Opinion de l'exploitant

Selon vous quelle est la qualité de l'eau de l'Olivet et de ses affluents ? .....

Pensez vous que vous que votre activité a un effet sur sa qualité ? .....

Pensez vous que les CTE et CAD peuvent avoir un réel impact sur la qualité de l'eau ? oui - non

Pensez vous que les bandes peuvent avoir un réel impact sur la qualité de l'eau ? oui - non .....

Si non, quelles actions plus efficaces selon vous, mettriez vous en place sur le bassin versant ? .....

Les informations concernant les mesures agri environnementales sont elles suffisantes ? Vous ont-elles sensibilisées au problème de la qualité de l'eau, en milieu rural ? .....

Que pensez vous de l'ancien CTE par rapport au nouveau CAD ? .....

Si des dysfonctionnements existent, quels sont ils ? Auriez vous des suggestions pour améliorer ces outils ? .....

# Annexe III : Base du traitement quantitatif et qualitatif des questionnaires aux exploitants

*Les différentes MAE sur le bassin versant de l'Olivet*

Mesures	1.1	2.1	3.1	4.1	4.2	5.1	5.2	6.1	6.2	6.4	6.9	6.10
Nombre de parcelles Contractualisées par la mesure	8	39	46	16	20	1	0	0	12	0	0	0
% de parcelle contractualisée par la mesure	5	24,38	28,75	10	12,5	0,625	0	0	7,5	0	0	0

6.11	8.1	8.2	8.3	8.7	9.1	10.1	16.2	16.3	18.6	19.1	19.2	20.1	1.2
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11,25	0

*Parcelles du bassin versant de l'Olivet adjacentes au cours d'eau*

	Nombre de parcelles	Pourcentage
Parcelle près d'un cours d'eau	83	
Parcelle près d'un cours d'eau ayant une bande enherbée pou la réforme	17	20,48
Parcelle près d'un cours d'eau ayant une bande enherbée avant la réforme	65	78,31
Parcelle pres d'un cours d'eau n'ayant pas de bande enherbée	1	1,20

*Parcelles du bassin versant de l'Olivet adjacentes à un fossé*

	Nombre de parcelles	Pourcentage
Parcelle près d'un fossé	104	
Parcelle près d'un fossé ayant une bande enherbée avant la réforme	36	34,62
Parcelle près d'un fossé n' ayant pas de bande enherbée	65	62,50



## **Annexe IV : Questionnaire pour les personnes s'occupant de faire appliquer les MAE**

(Impacts des MAE sur la gestion de la ressource en eau)

### **Les démarches environnementales en Indre et Loire**

Quel a été le nombre de CAD en 2006 signés en Indre et Loire ?.....  
Quel a été le taux de participation des exploitants d'Indre et Loire aux opérations comme Ferti-mieux ? Jugez vous ce taux suffisant ? Comment a-t-il évolué au cours du temps ? Concrètement, quelles ont été les actions majoritairement réalisées via ces opérations sur le territoire ?.....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Quel a été le taux de participation des exploitants d'Indre et Loire à des opérations comme Ferti-mieux ? Jugez vous ce taux suffisant ? Comment a-t-il évolué au cours du temps ? Concrètement, quelles ont été les actions majoritairement réalisées via ces opérations sur le territoire ?.....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Que pensez vous de l'ancien CTE par rapport au niveau CAD ? Vous semblent-ils plus cohérents ?

.....  
.....  
.....  
.....

Selon vous, quels sont les facteurs qui orientent le choix des agriculteurs dans ces démarches environnementales.....

.....  
.....  
.....  
.....

Participez vous à la promotion de ces outils ? Si oui, par quel moyens ?.....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Certaines régions en France vous semblent-elles plus engagée que la région Centre d'un point de vue environnemental ? Si oui, quelles sont les raisons de cet avancement ?.....

.....  
.....  
.....  
.....

Ces démarches vous semblent-elles accessibles à tout les exploitants ? Quelles sont les principales contraintes engendrées par ce type de démarche ?.....

.....  
.....  
.....

Sont-elles mises en place de façon cohérente sur le territoire ? .....

.....  
.....

Comment jugez vous la mise en place de la réforme de 2003 ? .....

.....  
Selon vous, permettra t-elle une meilleure sauvegarde de l'environnement ? .....

## **La protection de l'eau**

Quelle est la qualité moyenne des cours d'eau d'Indre et Loire ? .....

.....  
.....

Les exploitants agricoles vous semblent-ils sensibiliser aux problèmes de l'eau ? .....

.....  
.....

Réaliser vous des actions afin de sensibiliser les exploitants à de bonnes pratiques respectueuses de l'environnement, particulièrement concernant le domaine de l'eau ? Si oui, lesquelles ? .....

.....  
.....  
.....

Quelles actions semblent être les plus adaptées à la protection de l'eau ? .....

.....  
.....  
.....

Pensez vous que la mise en place « obligatoire » des bandes enherbées soit nécessaire ? .....

.....  
.....

Pensez vous quelles peuvent avoir un réel impact sur la pollution des eaux ? Par exemple, pour une parcelle drainée est-ce nécessaire ? .....

.....  
.....  
.....

Quelle a été la réaction des agriculteurs face à cette obligation ? .....

.....  
.....

Selon vous, d'autres actions visant la protection de l'eau devraient-elles être imposées ? Si oui, quelles sont elles ?

.....  
.....  
.....  
.....

## Perspectives pour l'avenir

Comment pensez vous que la qualité environnementale du département va évoluer ? .....

.....  
.....  
.....  
.....

La réforme de 2003 va-t-elle permettre une amélioration de la qualité des cours d'eau ?.....

.....  
.....  
.....

Cette réforme permettra t-elle un maintien de l'activité agricole sur le territoire ?.....

.....  
.....  
.....  
.....

Les exigences de plus en plus présentes sur les exploitants ne sont elles pas un frein à l'installation de jeunes exploitants .....

.....  
.....  
.....  
.....

Quels dysfonctionnements pouvez vous relever au sein de la PAC en générale mais également concernant le domaine environnemental ? Quelles actions mettriez vous en place pour améliorer cet outil ? .....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....